

Le projet des citoyens français pour sauver la France



Le projet des citoyens français pour sauver la France

Travail collectif

Rédigé par Philippe Murer

Le projet des citoyens Français pour sauver la France



**Mouvement
Politique
Citoyen**

Un immense merci à tous ceux qui ont participé à ce projet !

Pour l'agriculture : Les agriculteurs **Sébastien Béraud**, agriculteur polyculture, **Éric X.** agriculteur céréalier, **Ludovic X.** adhérent du MPC.

Pour l'économie : Claude Janvier essayiste, Salvatore Fiorino et Jean-Jacques Saldat adhérents du MPC, Philippe Murer président du MPC.

Pour l'éducation : les enseignants **Véronique Bouzou** (essayiste), **Aude Denizot** (essayiste) et **François X.**

Pour la santé publique : **Bernard Kron**, chirurgien libéral membre de l'Académie de Chirurgie. Vice-Président de l'Internat de Paris (essayiste). **Monique Plaza**, neuropsychologue clinicienne, ex chargée de recherche au CNRS. **Frédéric Pastureau**, médecin anesthésiste réanimateur à l'hôpital public puis dans le privé. **Franck Zeiger**, médecin généraliste et médecin coordinateur en EHPAD (essayiste).

Pour la partie police justice : **Maurice Signolet** commissaire en retraite et essayiste, **Laurent Cassiau-Haurie** ex inspecteur de police et essayiste, **François Dubois** ex gendarme et essayiste, **Grégory X** universitaire spécialisé sur les questions de sécurité et essayiste. **Roland Sanvitti** avocat et A E juge.

Pour la partie immigration : les adhérents du MPC **Jérémy Barbot**, **Axel M**, **Pierre d'Herbais** rédacteur de Mayenne Aujourd'hui et **Philippe Murer** président du MPC.

Pour les affaires étrangères : **Laurent Henninger** SG du MPC, historien, journaliste au magazine *Guerre & Histoire*, l'un des meilleurs connaisseurs de la chose militaire en France. **Laurent Artur du Plessis**, ancien journaliste du *Figaro Magazine*. Il écrit depuis plus de 20 ans des essais croisant notamment la géopolitique et l'économie. **Jacques Hogard**, colonel, officier parachutiste de la Légion étrangère et des forces spéciales. Auteur de nombreux livres de géopolitique. **Fabrice Saint-Pol**, adhérent du MPC, capitaine de corvette (R), officier supérieur de Marine, fusilier-marin, diplômé de l'Ecole des ponts.

Pour la commission réforme des Institutions : **Philippe X**, adhérent du MPC, **Emmanuel X**, adhérent du MPC, **Fabrice Grimal**, résistant, livres « Vers la Révolution » et « Une année chez les Gilets Jaunes ». **Paul-Antoine Martin**, résistant et essayiste.

Avec la précieuse relecture de **Philippe Ambourg** et de **Laurent Henninger**, responsables du MPC.

Rédacteur du livre : **Philippe Murer**, président du MPC.

Sommaire

Introduction

Chapitre I La question dont il est interdit de parler : l'Union Européenne.

Chapitre II La nécessaire réforme des Institutions.

Chapitre III L'agriculture française, malade de l'UE, peut et doit être sauvée.

Chapitre IV Restaurer le niveau de l'enseignement, redonner un avenir à nos enfants et à la France.

Chapitre V Arrêter la spirale de violences, rétablir la sécurité.

Chapitre VI Permettre aux Français de se soigner et aux médecins d'exercer.

Chapitre VII Economie : permettre aux Français de vivre dignement de leur travail et à la France d'être une puissance.

Chapitre VIII Arrêter l'écologie punitive. Quelques solutions pour l'avenir.

Chapitre IX Arrêter les flux d'immigration pour défendre nos mœurs et l'identité française.

Chapitre X Affaires étrangères : une France puissance de paix et d'équilibre, respectée et influente.

Conclusion

Introduction

Il y a 40 ans, la France était un pays prospère, en sécurité à l'intérieur, respecté à l'extérieur, ses élites politiques étaient respectées par les Français. Son système public de santé était considéré comme un des meilleurs du monde, l'éducation nationale formait des élèves de bon niveau, les Français voyaient leur niveau de vie progresser. Bref, tout allait plutôt bien. Autant que faire se peut, les Français étaient un peuple heureux de son sort.

40 ans plus tard, Plus rien ne fonctionne, plus rien ne tient debout en France.

L'insécurité est grandissante et des jeunes Français se font massacrer dans la rue pour un téléphone, pour un regard, parfois même gratuitement. Des Français atteints d'une simple infection meurent abandonnés sur des brancards aux urgences, la santé publique ayant été démontée pierre par pierre. Nos enfants sont de moins en moins instruits par l'éducation nationale : le refus d'exercer l'autorité, le manque de discipline, l'application de méthodes pédagogistes en échec ne permet plus de donner à nos enfants des armes pour affronter l'avenir...

La France est submergée par des flux d'immigration de 500.000 personnes par an, la taille d'une grande ville, alors même qu'elle n'a plus d'argent pour ses propres enfants, alors même que l'absence d'assimilation mène au communautarisme et au risque de partition, selon les propres mots de l'ex président socialiste François Hollande.

Alors que Macron avait fait des chefs d'entreprise et de l'économie, sa priorité aux dépens du social et des classes moyennes, l'économie s'effondre : jamais un tel nombre d'entreprises françaises n'avaient fait faillite en une année. Malgré les mensonges éhontés du gouvernement, l'industrie, la clé de la puissance d'une nation et de la prospérité générale, continue à dévisser. La catastrophe atteint un tel point qu'un quart des Français n'arrivent plus à manger à leur faim, à chauffer leur logement et renoncent à se soigner.

Au début de l'année 2023 et en 2024, les agriculteurs ont organisé les manifestations de la dernière chance pour alerter les politiques sur l'imminence de la faillite de nombre d'entre eux avec le slogan : « On est en train de crever ». Autrefois grenier de l'Europe, la France importe maintenant la moitié de ses fruits et légumes et importe de la farine... L'agriculture, un des piliers de la France, est en pleine déroute.

Et tout s'effondre malgré une orgie de dette publique, celle-ci ayant grimpé de 1000 milliards d'euros en 7 ans. Les Français s'insurgent à juste titre : ils paient des impôts, mais en échange, ils n'ont plus rien. Pourquoi payer des impôts quand on n'est plus en sécurité, qu'on n'a plus de médecin, de dentiste, quand les services publics sont abattus ?

Pour finir, la France, jadis respectée dans le monde entier, est aujourd'hui humiliée par Macron à l'international, rejetée d'Afrique et n'est respectée nulle part.

Qui est responsable de cette catastrophe ? Les deux mandats d'Emmanuel Macron, le président qui n'aimait pas la France, ont certes accéléré la dérive dans tous les domaines. Mais toutes les prémisses de la catastrophe étaient là depuis longtemps et les Français la pressentaient. D'alternance de gauche à alternance de droite, de Mitterrand à Chirac, de Sarkozy à Hollande, les gouvernements incapables de résoudre les problèmes auxquels était confronté le pays devenaient très rapidement impopulaires. L'intégralité de « la classe politique de gouvernement » a dirigé la France de la même manière, laissant le pays sombrer, les problèmes s'aggraver et s'étendre comme des cancers ; ils sont seulement préoccupés de cacher la poussière sous le tapis par des techniques de com'.

Sous les présidences Macron, « les partis de gouvernement » le PS, LR, le Modem et les Macronistes, les responsables du désastre trop affaiblis pour gouverner seul, ont fini par

fusionner. Les crises sont les conséquences de leur idéologie laxiste, progressiste, postnationale, européiste ; ils sont incapables de se déjuger et de changer de cap. Ceux qui ont créé ces problèmes ne pourront pas les résoudre. Malgré leurs échecs gravissimes pour le pays, cette caste n'a aucune intention de renoncer au pouvoir.

Le peuple français doit subir le désastre dans lequel cette caste a emmené le pays, il doit aussi subir le mépris de cette oligarchie. Cette oligarchie qui s'est unie pour faire élire Emmanuel Macron, qui l'a tenu à bout de bras pendant 7 ans, n'aime pas la France. Ils soutiennent un homme qui a lancé au visage des Français : « Il n'y a pas de culture française ». L'oligarchie, la caste n'aime pas non plus le peuple français, leur homme en parle comme « des gens qui ne sont rien », « des gaulois réfractaires » dont on interdit la venue en centre-ville via les ZFE pour cause de voitures trop polluantes. Elle veut les mater et elle le fait savoir : quand des Français en grande difficulté osent descendre dans la rue pour dire qu'ils n'arrivent plus à joindre les deux bouts, à nourrir correctement leurs enfants, cette oligarchie donne des ordres ou applaudit les ordres de les enfumer au gaz lacrymogène et de leur tirer dessus au LBD.

Rappelez-vous ces mots glaçants d'un ancien ministre, devenu éditorialiste : *"Les forces de l'ordre devraient se servir de leurs armes une bonne fois."* C'est à dire plutôt que de dialoguer avec le peuple, tirs-lui dessus. Rappelez-vous aussi ces mots de la chef du service politique d'une grande chaîne publique, en janvier 2019, décrivant les Gilets Jaunes des débuts : *"Un goût pour la violence, l'antisémitisme, le racisme, le complotisme. Bref, tout ce qu'il y a de pire chez l'Homme."*

Comment mieux exprimer son dégoût du peuple français ?

Si ces réactions sont caricaturales, elles n'en éclairent pas moins l'inconscient de ceux qui ont « le pouvoir de dire et de faire » comme le dit Michel Maffesoli. Ils ne sont plus des élites, ils sont une caste, une oligarchie gouvernant contre le peuple. En résumé, les Français sont un peuple maltraité depuis 40 ans, martyrisé par une caste qui a emmené le pays au désastre.

Pire, à chaque échec de la caste depuis 40 ans, celle-ci utilise contre le peuple la même technique perverse pour renverser la responsabilité du désastre : l'inversion accusatoire.

Quand la politique d'immigration commençait à porter des fruits amers, que les Français se plaignaient de la difficulté de coexister dans certains quartiers avec les immigrés, la Caste ne revenait pas sur sa politique d'immigration. Au contraire, François Mitterrand et Julien Dray montaient SOS racisme et inventaient l'idéologie « anti raciste » pour accuser les Français du problème qu'elle-même avait créée.

Quand des Français se plaignaient de difficultés à trouver un emploi dans un pays comptant 6 millions de chômeurs, la Caste leur disait de faire comme les Américains, les Allemands ou les Anglais en acceptant un écrasement de leurs conditions de travail, et pourquoi pas des contrats de travail à 0 heure comme au Royaume-Uni, rejetant une fois de plus la faute sur des Français « fainéants » qui n'ont pas le courage de « traverser la rue pour trouver un emploi ».

Quand des Français se plaignaient de ne plus pouvoir vivre avec un SMIC, la Caste dans une folle inversion accusatoire les traitaient de factieux, antisémites et se réjouissait que les CRS les enfument au gaz lacrymogène ou leur tirent dessus avec des LBD (les gilets jaunes).

Comprenez bien, ils ont le pouvoir mais si la France échoue, ils ne portent aucune responsabilité ! Tout est de la faute du Français moyen selon ce mécanisme d'inversion accusatoire digne de grands pervers.

Et quand les Français, effrayés par le spectacle de la destruction du pays par la Caste, osent dire légitimement leur colère sur les réseaux sociaux, la Caste accuse sans rire les Français « d'ingérence étrangère » et dit crânement : les réseaux sociaux tuent la démocratie. Elle tente par tous les moyens de fermer et de censurer les réseaux sociaux pour faire taire le peuple.

Essayer d'interdire le débat et la démocratie est devenu leur seule porte de sortie. Nous entrons donc maintenant dans des eaux dangereuses. Devant l'évidence de la débâcle, la caste ne changera rien, elle choisira toujours de mater les velléités de révolte des Français et de censurer toute parole divergente. Sont ainsi traités d'antivax et maltraités tout ceux qui redoutent de s'injecter un vaccin développé en 10 mois contre 10 ans habituellement. Ceux qui s'opposent à la guerre ruineuse en Ukraine sont traités de pro Russes. Ceux qui demandent la réduction des flux d'immigration sont traités de fachos ou du qualificatif infâmant « d'extrême-droite », donc à un pas du nazisme. Ceux qui dénoncent la corruption ou des manipulations sont traités de complotistes. Le rôle de ces étiquettes est d'intimider et de faire taire toute personne ayant une pensée différente du pouvoir. Ils ont ainsi trouvé le moyen d'interdire dans les faits tout débat alors que la démocratie, c'est le débat entre différentes opinions. Les Français sur les réseaux sociaux étant de plus en plus critiques du pouvoir contrairement à des médias à plat-ventre, la caste rêve de les censurer et ne s'en cache pas : la fin de l'anonymat est annoncée, les propos dissidents sont taxés de haineux et vous vaudront la répudiation, les plates-formes sont soumises à des demandes de contrôle sans cesse plus étroites par les autorités.

Nous sommes dans une course de vitesse. Nous faisons face à une caste dangereuse et corrompue qui fera tout pour garder le pouvoir (nous ne pouvons pas appeler « élites » une petite clique qui entraîne la France dans le mur). Un peu moins d'un Français sur deux est réveillé, il s'agit maintenant de réveiller la majorité du peuple afin de dégager cette caste du pouvoir. Le moment Bayrou et l'incapacité de réduire le déficit public béant que le gouvernement a creusé a agi comme un révélateur pour tous les Français : tout le monde a compris qu'ils sont tous médiocres et incapables. Le mouvement politique citoyen a été fondé autour de cette perspective. Les Politiques ont trahi le peuple français. La France est au bord d'un effondrement économique, social, civilisationnel. Macron est un liquidateur. Les grands partis d'opposition n'ont ni courage ni projet pour la France. Les souverainistes divisés en de multiples petits partis affaiblis, s'auto-annihilent. Seul le peuple français peut sauver la France.

Oui mais comment ? Quel projet pour fédérer le peuple français et le pousser à se libérer de ses chaînes ? Quelles solutions pour réparer notre pays qui court au désastre dans tous les domaines ? C'est la question auquel a répondu l'équipe du mouvement politique citoyen accompagné de nombreux résistants. En effet, il est nécessaire d'avoir un projet de rupture solide, réaliste et convaincant pour convaincre une majorité de Français de prendre le risque de changer « d'élites », de changer de système. Des agriculteurs, des enseignants, des policiers, des citoyens compétents et motivés ont travaillé sur ce grand projet pour la France. Les solutions existent pour réparer toutes les crises qui disloquent le pays. La France n'est pas perdue, nous ne sommes pas perdus. Le dernier mot de l'histoire reviendra au peuple français. Si après l'avoir lu, vous êtes convaincu que notre projet est bon, que le pays peut s'en sortir, faites passer ce petit livre pour que le maximum de Français le parcourt et qu'il devienne viral. Rien ne peut plus déplaire à la caste que de s'apercevoir que les Français lui montrent le chemin de la sortie, que l'on démontre son incompétence et que les Français prennent leur destin en main.

Chapitre I

La question dont il est interdit de parler : l'Union Européenne.

La perte du principe spirituel qu'est la nation.

Pour imposer la « construction européenne », ceux qui nous dirigent ont commis un véritable crime : ils ont détruit le principe spirituel qu'est la nation. Depuis 50 ans, la quasi-totalité de la classe politique a décidé d'effacer la France, la nation, pour porter symétriquement aux nues leur « machin », l'Union Européenne. Valery Giscard d'Estaing a commencé par « la France est trop petite », d'autres ont continué avec « La France est coupable ». Mitterrand a conclu avec « la France est votre passé et l'Union Européenne notre avenir ». Ils ont conditionné les Français à mépriser leur histoire, à avoir honte de leur propre pays, à développer un dramatique complexe d'impuissance et d'aquoibonisme, « À quoi bon ? la France ne vaut rien ». C'était leur objectif : que les Français rejettent la France, leur nation, leur patrie et adoubent leur projet supranational qu'est l'Union Européenne. Ceci est un crime.

Ernest Renan avait tout compris. Dans son texte remarquable « *Qu'est-ce qu'une Nation ?* », il nous montrait : « Il y a dans la nationalité un côté de sentiment ; elle est âme et corps à la fois ; un *Zollverein*, une union douanière, n'est pas une patrie ». « La nation, comme l'individu, est l'aboutissement d'un long passé d'efforts, de sacrifices et de dévouements. Avoir fait de grandes choses ensemble, vouloir en faire encore dans l'avenir ». « Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent... Le culte des ancêtres est de tous le plus légitime ; les ancêtres nous ont faits ce que nous sommes. Un passé héroïque, des grands hommes, de la gloire (j'entends de la véritable), voilà le capital social sur lequel on assied une idée nationale. Avoir des gloires communes dans le passé, une volonté commune dans le présent ; avoir fait de grandes choses ensemble, vouloir en faire encore, voilà les conditions essentielles pour être un peuple. On aime en proportion des sacrifices qu'on a consentis, des maux qu'on a soufferts. On aime la maison qu'on a bâtie et qu'on transmet. Une nation est donc une grande solidarité, constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a faits et de ceux qu'on est disposé à faire encore. Elle suppose un passé ; elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible : le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune. L'existence d'une nation est un plébiscite de tous les jours, comme l'existence de l'individu est une affirmation perpétuelle de vie ».

L'Union Européenne n'est pas une patrie, elle n'est qu'un principe désincarné. Ses mantras sont : « Le commerce, c'est la paix et la prospérité, la concurrence libre et non faussée avant tout ». Ce programme détruit les Nations et rabougrit les hommes. Car les hommes ont besoin de racines et d'appartenance collective pour vivre.

Ce principe désincarné pompe sans cesse sa souveraineté nationale à la France : frontières, monnaie, lois sur l'immigration, agriculture, industrie, spatial, santé, écologie, économie, et bientôt la défense. Quand un État est vidé de toute capacité d'agir par un pouvoir supranational, il perd sa raison d'être et sa crédibilité. Ne cherchons pas plus loin les problèmes d'autorité de l'État. Un État sans pouvoir, un État incapable n'a rien à offrir au pays. D'ailleurs, est-ce encore un État ?

La regrettée Marie-France Garaud expliqua un jour sur le plateau de Frédéric Taddei : « Pour qu'une collectivité humaine, qu'un État soit souverain, il faut qu'il dispose de quatre pouvoirs : battre monnaie, écrire les lois, rendre la justice, décider de la paix et de la guerre. Ça date de Philippe le Bel et on a quand même eu le temps de s'en pénétrer. Est-ce que notre pays, notre État existe encore. Si on est rigoureux, la réponse est non ! »

La nation est le désir de continuer la vie commune, elle permet la vie commune, bien au-delà du vivre-ensemble désincarné qui nous a été vendu. Une société sans bien commun est une société

qui meurt. La nation est un des murs porteurs dont parle Philippe de Villiers et qui, en s'écroulant, fait s'effondrer la civilisation. Voulons-nous assister en spectateurs à l'effondrement ou sommes-nous prêts à nous battre, à donner de nous-mêmes pour l'empêcher ? Telle est la vraie question aujourd'hui.

Une nation est une âme, un principe spirituel, un principe de vie qui nous dépasse et nous porte à la fois. C'est de cela que l'oligarchie tente de nous mutiler. C'est pour cela que la France se disloque aujourd'hui. C'est ce principe de nation qu'a effacé l'Union Européenne, cet amour de notre pays que nous devons faire à nouveau souffler sur la France !

Le verrou médiatique

Plus trivialement, l'Union Européenne est la grande absente des débats politiques publics. La situation est caricaturale : même quand les agriculteurs font des manifestations pendant deux mois pour dire qu'ils sont en train de mourir, à cause des importations permises par le libre-échange de l'UE, de la concurrence déloyale permise par l'UE et de la politique agricole commune, personne ne parle de l'UE, le grand décisionnaire en matière d'agriculture. La raison en est simple : les médias privés, appartenant aux milliardaires Bouygues, Bernard Arnaud, Vincent Bolloré... qui s'enrichissent avec l'UE et la mondialisation, n'ont aucun intérêt à parler de l'UE. Les médias publics, eux, sont constitués majoritairement de journalistes de centre gauche, le camp soutenant le plus l'UE, et leurs présidents sont nommés par des gouvernements favorables à l'Union Européenne depuis le retrait du général de Gaulle. Il est ainsi mortel pour tout journaliste de dire la moindre chose qui irait contre l'Union Européenne. Un verrou très efficace a ainsi été forgé par l'oligarchie française et ça ne date pas d'hier, même si le verrou est de plus en plus serré. Jacques Chirac, qui dénonçait l'Union Européenne de façon véhément dans les années 70, a fini par virer européen au début des années 90 et a appuyé le traité de Maastricht. Franz-Olivier Giesbert rapporte que Chirac lui a dit à l'époque de Maastricht : « On ne peut pas être président (...) sans être pour l'Europe ». Chirac avait fait le choix de son intérêt politique personnel contre l'intérêt de la France et des Français. A quelques exceptions près, tous les hommes politiques français opposés à l'Union Européenne ont fait le même choix dans les années 80-90, ce qui a conduit à la pensée unique.

Ce verrou médiatique a eu des conséquences en chaîne sur la classe politique française. Puisque participer à la vie politique revenait à vanter et à faire avancer les politiques européennes sans cesse plus nombreuses, il n'y avait plus besoin d'hommes d'État intègres et passionnés par l'avenir de leur pays. Des politiciens doués en com' étaient tout ce qu'il fallait au système. C'est ainsi que la vie politique française est devenue médiocre et a été biberonnée à la communication pour faire oublier l'échec continu des politiques menées. Les meilleurs refusèrent de choisir la vie politique et préférèrent partir dans le secteur privé. Ceux qui restèrent plierent l'échine pour un poste glorieux et bien payé et passèrent leur temps à mentir à leur peuple. A force de mentir et de ne rien pouvoir tenir de leurs promesses électorales, les politiques furent de plus en plus détestés, les postes furent de moins en moins glorieux mais toujours aussi bien payés. C'est d'ailleurs tout ce qui leur reste.

L'UE a volé à la France tous les pouvoirs

Quand nous disons que l'Union européenne s'est octroyée de plus en plus de pouvoirs, ce n'est pas un fantasme. La politique monétaire, la gestion des banques a été accaparée par la Banque Centrale Européenne. Les accords commerciaux, le niveau de déficit budgétaire, la politique de l'énergie et de l'électricité, l'agriculture avec la politique agricole commune, l'écologie, les normes liées au marché unique donc presque toutes les normes, les services publics obligatoirement libéralisés, la politique des frontières, le droit de l'immigration, bientôt la santé, la défense et la politique étrangère : tous ces domaines ont été progressivement cannibalisés par l'Union Européenne, furtivement, sans bruit. Les décisions sont le plus souvent prises à la majorité

qualifiée, la France ne pouvant s'opposer à une politique qui est fondamentalement opposée à ses intérêts. Ainsi, l'accord de libre-échange avec le Mercosur, très défavorables à nos agriculteurs et de peu d'intérêt pour notre industrie, sera probablement bientôt signé bien qu'il signifie la mise à mort de nos éleveurs et des difficultés pour les autres agriculteurs. Les effets de l'UE sur la France sont des plus toxiques. Qui nous asphyxie par des normes technocratiques toujours plus complexes ? L'UE. Qui a par ses accords de libre-échange et donc les importations massives détruit notre agriculture et notre industrie ? L'UE. Qui interdit à la France d'attribuer sa commande publique aux producteurs français ? L'UE. Qui interdit à la France de pratiquer le protectionnisme pour redévelopper une industrie nationale ? L'UE. Qui a fait doubler le prix de l'électricité en France avec le marché européen de l'électricité ? L'UE. Qui interdit à la France de surveiller ses frontières (Schengen) pour limiter les flux d'immigration et nous impose en France un droit européen très favorable à l'immigration légale et illégale ? L'UE. Il ne s'agit que d'une petite partie des exemples de la toxicité de l'UE, les recenser tous prendrait un livre entier.

Si la France garde le même cap qu'aujourd'hui, décidé en grande partie par l'Union Européenne, le pays continuera à s'enfoncer dans le désastre en tout domaine. Si au contraire nous voulons reprendre notre destin en main, changer de cap et résoudre les problèmes de notre pays, nous n'avons pas le choix : il faut sortir d'une manière ou d'une autre de l'Union Européenne. Si nous continuons à lier notre destin à l'Union Européenne, il n'y a pas de souveraineté nationale, c'est-à-dire de capacité de gouverner réellement le pays pour les dirigeants français et il n'y a plus de souveraineté populaire : le vote ne sert à rien puisque le peuple choisi des dirigeants qui eux-mêmes n'ont aucun pouvoir et le trahiront forcément.

Mensonges politiques

Ceux qui vantent la réussite de tel ou tel pays européen pour ânonner le classique mensonge « des pays s'en sortent donc nous pouvons nous en sortir en restant dans l'Union Européenne » parient sur le manque d'information et la crédulité du public. Ainsi, ce type de personnes disaient il y a 10 ans « il suffit de copier la politique de l'Allemagne qui réussit » et patatras l'Allemagne est devenue l'homme malade de l'Europe, elle s'est effondrée industriellement. Ces mêmes personnes disent qu'il faut aujourd'hui suivre la politique de Meloni et tout ira mieux ; mais l'Italie va malheureusement fort mal. Les salaires des Italiens sont en baisse depuis 1993 et la croissance économique italienne est quasiment nulle depuis l'an 2000. Les flux d'immigration y sont comparables à la France et chaque année, le nombre de décès est le double du nombre de naissances. Le déficit public a beau y avoir été réduit, l'Italie est dans une situation plus mauvaise que la France. A l'exception des pays de l'Est qui ont bénéficié d'un effet de rattrapage en partant de salaires de misère, qui ont profité de délocalisations industrielles depuis l'Europe de l'Ouest et de subventions importantes de l'UE, tous les pays européens vont mal. En sortir pour s'en sortir est devenu une évidence.

Pourquoi l'UE rend impuissant tout gouvernement

Remarquons qu'appartenir à l'Union Européenne signifie graver dans le marbre de notre Constitution (l'article 88) que nous respectons les traités européens et tout le droit européen qui en découle. Appartenir à l'UE n'est rien d'autre que cela mais cela a des conséquences puissantes. Cela signifie que nous sommes forcés d'accepter tout le droit européen qui est voté mois après mois, comme par exemple l'impossibilité de surveiller nos frontières, le funeste marché européen de l'électricité ou les accords de libre-échange comme le Mercosur. Ce droit européen prime sur le droit français selon le traité de Lisbonne qui est le fondement de notre appartenance à l'UE. Dès lors, une loi française ne peut pas remettre en cause une directive européenne telle que l'obligation du regroupement familial ou le droit d'asile. Elle serait jugée inconstitutionnelle. Toute remise en cause du droit européen est donc refusée par le Conseil Constitutionnel et les juges français qui seront saisis par quelques personnes lésées imposeront que ce droit s'applique.

En langage cru, nous sommes faits comme des rats. La seule manière d'échapper à ce droit européen est la sortie de l'Union Européenne.

La technique du « bras de fer » avec l'UE que revendent nombre de faux opposants à notre régime de soumission ne peut pas fonctionner. Qui détient la gestion de la monnaie et qui alimente en euros au jour le jour les banques françaises et donc toute notre économie ? La banque centrale européenne. S'il venait à l'esprit de quelque gouvernement dont le pays est dans l'euro de vouloir sérieusement entamer un bras de fer avec l'UE et la BCE, il recevra immédiatement la punition de voir ses banques et son économie asphyxiée. Il n'est pas difficile de savoir qui gagnera le bras de fer. En 2015, la Grèce d'Alexis Tsipras a plié en une semaine car la BCE avait asphyxié les banques au point que les distributeurs bancaires n'avaient plus de billets de banque à délivrer aux clients !

Pour retrouver la maîtrise de notre destin, retrouver ce principe spirituel qu'est une nation¹, être en capacité de changer de politique et redresser le pays, la sortie de l'UE est donc une absolue nécessité. C'est un préalable qui permet à un gouvernement de salut public de voter toutes les lois nécessaires au redressement du pays. Bien que les médias fassent régner le silence sur ce sujet, 36 % des Français sont favorable à la sortie de l'UE, au Frexit. C'est énorme pour une idée aussi peu et mal représentée. Rien n'est donc perdu. Deux stratégies sont possibles pour un homme politique afin de sortir la France de l'UE. Soit proposer un Frexit dès qu'il est élu à la présidence de la République. Soit proposer une négociation de 3 mois avec les autres dirigeants européens pour que la France retrouve toutes les souverainetés nécessaires au redressement du pays, négociation suivie d'un référendum sur la sortie de l'UE. L'UE devra négocier avec le pistolet du Frexit sur la tempe. C'est la garantie de se mettre dans les conditions optimales pour la forcer à lâcher du lest. Soyons cependant réalistes : connaissant la logique de l'UE, son attitude lors des négociations précédant de quelques mois le référendum des Britanniques sur le Brexit, il est peu probable qu'elle lâche grand-chose dans ces négociations. Dès lors, les Français pourront voter par référendum sur la sortie de l'UE en sachant qu'il n'y a plus rien à attendre de l'UE et qu'il est impossible de redresser la France en restant dans l'UE. Cette tactique a l'avantage d'additionner le vote des 36 % de Français frexiters à celui des très nombreux Français qui souhaitent que la France reprenne à l'Union Européenne les pouvoirs nécessaires à notre redressement. Autre avantage de taille : un référendum gagné fait taire à jamais toute l'oligarchie française qui a abandonné la nation et qui sans cela, tentera de poser tous les obstacles possibles à un gouvernement en rupture avec leur religion européenne.

Résumé des principales mesures : une fois au pouvoir, négociation pour le retour de toutes les souverainetés (capacités de gouverner) nécessaires auprès de l'UE et pour un démantèlement ordonné de l'euro ; 3 mois plus tard, les Français trancheront par un référendum de sortie de l'UE.

¹ La nation est un principe spirituel, elle est aussi une réalité politique indépassable.

Chapitre II

La nécessaire réforme des Institutions.

Les Français ont le sentiment légitime que les Institutions ne fonctionnent plus, que le pouvoir est dévoyé et que le gouvernement gouverne contre l'intérêt du peuple français. En un mot, la démocratie représentative a failli. En 1962, Charles de Gaulle avait permis au peuple d'élire le président de la République au suffrage universel, afin de lui donner le pouvoir de choisir directement le chef du gouvernement alors que la IV^e République défaillante donnait aux parlementaires le pouvoir immense de faire obstacle à la volonté du peuple par la désignation du chef de l'exécutif, après moult compromis voire moult compromissions. Il s'agit aujourd'hui de donner au peuple du pouvoir à l'état brut par la démocratie directe, par la possibilité d'imposer un référendum sur un sujet d'importance. Ainsi, la trahison des élites politiques qui ont imposé la construction européenne et la déconstruction de la France, sans référendum et même en rejetant le référendum de 2005, deviendrait impossible. La trahison des élites politiques qui ont imposé toujours plus de flux d'immigration aux Français depuis 20 ans alors que les Français s'y opposent très largement deviendrait aussi impossible.

Redonner le pouvoir au peuple : l'indispensable Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC).

Il est nécessaire d'instaurer le RIC, le référendum d'initiative citoyenne (il est utilisé depuis un siècle en Suisse), pour donner au peuple un instrument très puissant de contrepouvoir et d'empêcher les élites de le trahir sous peine d'être sanctionnées. Afin que la décision du peuple ne puisse pas être contournée par l'exécutif, le référendum doit absolument être impératif, entraînant la démission forcée et automatique du président de la République s'il refuse de promulguer la loi décidée par référendum. Après mûres réflexions, voici comment nous pensons que cet instrument essentiel doit être calibré.

Un enjeu majeur est de ne pas banaliser et décrédibiliser le RIC, l'instrument de pouvoir brut remis au peuple. Afin que les Français n'aient pas à voter par référendum sur des sujets qui les intéressent peu, le seuil de signature doit être assez élevé : un million de signatures avec un processus de recueil simple. Le RIC est porté par une association spéciale formée par des citoyens motivés, avec un financement réservé aux seuls particuliers et un maximum assez bas pour que le « gros argent » ne puisse pas interférer dans ce processus démocratique. Interdiction de faire de la publicité payante pour un RIC, un RIC intéressant la population trouvera naturellement son chemin sur les réseaux sociaux. Quand un référendum est lancé (RIC), le débat dure 6 mois avec égalité stricte du temps de parole dans les médias entre le Oui et le Non afin que le processus politique soit juste.

En politique, le flou est l'ennemi du peuple. Il permet à ceux qui détiennent le pouvoir exécutif de biaiser et de louoyer dans leur intérêt. Le RIC sur une question générale comme la question « Faut-il réduire les flux d'immigration ? » semble une question intéressante mais elle est floue et sujette à interprétation : de combien, à quel horizon ? Elle ne sera pas possible. Si cela était permis, le RIC ne sera pas ou sera mal appliqué comme cela fut parfois le cas en Suisse. Cet instrument essentiel sera alors rapidement décrédibilisé. Les questions devront être précises.

Le cœur du RIC français est de permettre aux Français de supprimer une loi considérée comme mauvaise, de changer une loi ou de voter une loi dans le but d'atteindre un objectif clair. Pour écrire ou modifier une loi, le RIC doit être écrit comme une loi classique. Le résultat Oui au référendum impose que cette loi soit promulguée. Le RIC étant un objet légal obligatoirement appliquée en cas de Oui, le Conseil Constitutionnel revisité, constitué de citoyens tirés au sort et de juristes, valide juridiquement le RIC en 3 mois, avant que ne commence le recueil des signatures. Le RIC peut bien sûr être un paquet de lois si ces lois concernent le même sujet.

Reprenez notre exemple sur l'immigration : un RIC sur l'immigration avec une loi sur le regroupement familial, une autre sur le droit d'asile, une autre sur le rétablissement de postes-frontières....

Le RIC est véritablement impératif : si le président ne promulgue pas la loi décidée par référendum dans les 6 mois ou dans l'année s'il y a un traité international en jeu, il est destitué. Le président suivant aura 6 mois pour promulguer la loi après les prochaines élections présidentielles. Ainsi, la décision du peuple sera obligatoirement appliquée.

Pour que le droit des citoyens à modifier les lois soit réel, un traité international ne peut pas bloquer un RIC : si un traité international, comme le traité de l'UE, fait qu'une loi portée par le RIC ne peut pas être appliquée, le CC rend le RIC légal en précisant que le vote du RIC signifie la sortie du traité international, qui doit alors être dénoncé ou renégocié dans l'année.² Pour éviter les forfaits comme le refus d'appliquer la décision du référendum de 2005, il sera impossible de revenir sur une décision prise par un RIC autrement que par un référendum, qui ne peut être tenu qu'après 2 ans de délai.

Il nous semble dangereux de permettre le RIC constitutionnel. Il est difficile d'écrire une Constitution qui convienne à un peuple spécifique : le RIC sur la Constitution pourrait faire revenir la France vers des Constitutions défaillantes comme celles des régimes parlementaires des III^e et IV^e Républiques avec un gouvernement tous les six mois. Des textes illogiques comme un niveau de hausse annuelle du SMIC pourraient être rajoutées dans la Constitution mettant dans un carcan la politique économique. Il est mieux que les élites se trompent et servent de fusible plutôt que le peuple ne fasse une erreur gravissime, entraînant une crise insoluble de régime : il n'y a pas de peuple de rechange. Un changement d'envergure aura lieu : la Constitution ne pourra pas être changée sans que le peuple et les élites ne soient d'accord. Seul, le peuple pourra voter un changement de Constitution.

Le RIC révocatoire nous semble aussi une mauvaise idée. Quand les citoyens votent pour un élu, ce ne peut pas être à la légère. Un RIC révocatoire risque d'entraîner une déresponsabilisation de l'acte de voter. Qui plus est, il est illégitime de révoquer un élu avant une certaine période de temps (2 ans ?) et le RIC est une procédure longue (2 ans minimum). Révoquer un élu sera forcément fait vers la fin de son mandat, ce qui est bizarre. Au surplus, un RIC révocatoire pourrait entraîner des cabales lancées par des lobbies mécontents contre les décisions justes d'élus.

Les traités internationaux comme l'UE sont un moyen pour les élites d'enfermer le peuple dans un système rigide et non modifiable. Il faut donc donner aux Français le RIC sur les traités internationaux. Il sera par exemple possible pour les Français de convoquer un RIC sur la sortie de l'UE ou un RIC sur le traité de l'OMS sur les pandémies dans la mesure où ces traités imposent un droit supranational qui s'impose aux citoyens français sur le sol français. Les traités diplomatiques ou militaires entre pays ne pourront pas faire l'objet d'un RIC pour deux raisons : les enjeux diplomatiques sont les objets politiques les plus éloignés du peuple ; le gouvernement aurait le plus grand mal à signer le moindre accord diplomatique si un RIC peut le sanctionner.

Elections et Conseil Constitutionnel (CC).

Le Conseil Constitutionnel chargé de contrôler le respect par le gouvernement de la Constitution est aujourd'hui un système endogamique. Des personnalités politiques du système recasées par leurs amis (Président de la République, président du Sénat et de l'Assemblée) forment la plus haute instance juridique et les protègent en retour, en contrepartie de gros salaires et de divers

² Cela évitera les déconvenues qu'ont subi les Suisses avec un référendum sur l'immigration où le Oui l'avait emporté. Ce référendum n'avait jamais été tenu au motif que les traités signés entre la Suisse et l'UE l'interdisaient !

https://fr.wikipedia.org/wiki/Initiative_populaire_%C2%AB_contre_l%27immigration_de_masse_%C2%BB#cite_note-21

priviléges. Qui plus est, le CC se pose maintenant en législateur : il s'est ainsi permis d'interdire une partie de la loi attendue sur la délinquance des mineurs et de la loi Duplomb sur l'agriculture en utilisant des textes périphériques à la Constitution. (Afin de l'éviter, il sera d'ailleurs gravé dans le marbre de la Constitution que le CC ne pourra juger de la constitutionnalité d'une loi qu'en utilisant le corps de la Constitution et sans se livrer à des interprétations).

Pour que ce Conseil Constitutionnel cesse d'être endogamique, il sera formé de 9 membres dont 5 citoyens tirés au sort et 4 spécialistes du droit (avocats, juges, greffiers, procureurs...) élus par leurs collègues dans une élection sans candidat (élection où les personnes sont choisies sans candidater) avec un vote papier. Bien entendu, tous pourront être conseillés sur demande par des Constitutionnalistes et d'autres juristes.

Autre réforme demandée depuis longtemps, le vote blanc sera compté et obligatoirement affiché lors de la présentation du résultat des élections. Un vote blanc supérieur à 50% (pas 50% d'abstention, 50% de vote blanc) annule l'élection avec comme conséquences l'organisation de nouvelles élections et l'interdiction de se représenter pour les candidats précédents.

Lors des élections présidentielles, la règle de rendre public les 500 parrainages obligatoires de maires a permis au système de faire barrage à de nouveaux candidats sérieux. En effet, la divulgation du nom des parrains décidée par François Hollande permet au pouvoir de faire une pression aux subventions sur les maires « ayant mal parrainé ». Un homme politique pourra être candidat à l'élection présidentielle en obtenant 500 parrainages anonymisés de maires et d'élus locaux ou en ayant obtenu un parrainage citoyen (une pétition de 1 % du corps électoral). Pour que les élections ne soient pas influencées exagérément par les médias, les candidats auront le même temps de parole pendant 2 mois et non pendant 15 jours. Ce changement aura une influence majeure en stoppant l'avantage excessif donné aux « candidats du système » par les médias.

La nécessaire moralisation de la vie publique.

Pour nettoyer la politique de la corruption, toute personne condamnée pour escroquerie, corruption ou crime ne pourra pas se présenter aux élections.

Nous avons assisté à de nombreux parjures (mensonges sous serment) intolérables lors de commissions d'enquête. Aujourd'hui, seul le président de la commission d'enquête a le pouvoir d'envoyer devant le juge les personnalités qui parjurent en commission. Demain, 20 députés pourront renvoyer devant un jury populaire une personne ayant à priori commis un parjure devant une commission d'enquête (ou ayant refusé de se présenter), avec un écrit explicatif rendu public. Avec cette procédure, les commissions d'enquête retrouveront toute leur utilité.

Rétablissement du cas de haute trahison pour le président à l'article 68 de la Constitution : le président de la République bénéficiera comme avant d'une immunité pénale pour les actes accomplis dans l'exercice de ses fonctions, sauf cas de haute trahison qui relèvera de la compétence de la Haute Cour de justice.

La légion d'honneur, aujourd'hui bradée et vidée de son sens, sera réservée aux militaires, aux policiers, aux gendarmes, aux pompiers et à des personnes physiques pour des actes de bravoure.

Fin de l'impunité et du pantouflage des énarques.

La corruption et l'entre-soi de l'énanterie pourrissent la République. Le pantouflage, l'origine de la corruption, sera donc supprimé pour tous les haut-fonctionnaires. Un haut fonctionnaire pourra une fois dans sa vie décider de passer de la haute fonction publique au privé ou à la politique. Il ne pourra plus ensuite revenir dans la fonction publique. Il lui sera impossible de passer dans le

secteur privé dans un secteur ayant le moindre lien avec son ancien travail de fonctionnaire pendant 10 ans. Cela supprimera le pantoufle et la corruption associée.

Les hauts fonctionnaires ne doivent plus être intouchables et doivent pouvoir être démis de leurs fonctions et radiés de la fonction publique pour faute civile ou pénale dans l'exercice de leurs fonctions. Une juridiction spéciale comprenant des jurés populaires sera ainsi créée pour juger toute faute grave (corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, trahison etc.). Le dossier d'accusation pourra être fourni à cette juridiction par l'administration ou par un lanceur d'alertes.

Oxygénation de l'ENA : il s'agit d'ouvrir plus de postes du concours de l'ENA aux personnes ayant travaillé 20 ans dans le secteur privé. Le programme de l'ENA sera un programme patriote.

L'indispensable changement du paysage médiatique.

Les médias sont aujourd'hui facteur de blocage du système politique : toute personne ayant des idées différentes de la pensée unique est invisibilisée par les médias et donc inexistante ou, quand l'invisibilisation est impossible, cette personne est présentée défavorablement et maltraitée sur la scène médiatique.

Pour arrêter les nombreux biais et dérives des journalistes, ceux-ci seront soumis à la charte de Munich leur imposant un cadre déontologique strict³. S'ils ne la respectent pas, ils seront sanctionnés par l'Arcom revisité par une suspension d'un an ou une suspension à vie pour les cas les plus graves. Afin qu'elle soit neutre, l'Arcom, l'organe de contrôle des médias, sera constitué pour un peu plus 50 % de citoyens tirés au sort et pour le reste d'anciens journalistes élus dans une élection sans candidat par la profession.

Afin de changer ce système médiatique étouffant le libre débat politique, les aides à la presse seront décidés par les Français : chaque Français qui remplit sa feuille d'imposition disposera, au prorata, d'une partie des aides à la presse. Il aura le choix de cocher zéro case, une case ou plusieurs cases pour donner son prorata de subvention à la presse politique. Les médias soutenus par l'argent public seront ainsi choisis par les Français. De nouveaux quotidiens ou magazines pourront être montés par des équipes de journalistes et être aidés, ce qui permettra de renouveler le système médiatique : la condition sera d'avoir édité un numéro zéro, d'avoir présenté la logique du projet et d'avoir une équipe de journalistes ayant donné son accord.

Le service public payé par les Français, qui représente si mal la diversité de leurs opinions, sera entièrement réorganisé pour devenir un média neutre politiquement. Pour permettre de faire émerger de nouvelles personnalités politiques, les émissions politiques de France 5 devront accueillir à égalité de temps de parole les partis politiques qui ont fait plus de 1 % aux précédentes élections nationales.

Toutes ces mesures permettront d'empêcher une caste de verrouiller le pouvoir comme c'est le cas aujourd'hui. La France sera aussi proche que possible d'une vraie démocratie, donnant toujours le pouvoir ultime de décider au peuple. Le RIC donnant aux Français le choix de décider de leur destin sur les questions les plus graves, l'apparition de médias plus ouverts et plus honnêtes, permettront d'intéresser à nouveau tous les citoyens à la politique, ce qui aurait toujours dû être le cas. Sans intérêt des citoyens pour la politique, il n'y a pas de démocratie.

Résumé des principales mesures : insérer dans la Constitution un RIC, dont le résultat est impératif, sur les lois et les traités supranationaux, interdiction de changer la Constitution sans référendum, remodelage du Conseil Constitutionnel

³ La Charte de Munich est ci <https://cfdt-journalistes.fr/charter-deontologique-de-munich/>

pour qu'il soit issu du peuple, rétablissement du cas de haute trahison pour le président de la République, parjure en commission d'enquête enfin sanctionné par la justice. Fin du pantouflage et fin de l'impunité des énarques qui pourront être démis de leurs fonctions et radiés de la fonction publique pour faute civile ou pénale dans l'exercice de leurs fonctions. Charte de Munich imposée aux journalistes, une Arcom avec une majorité de citoyens tirés au sort, des aides à la presse déterminées chaque année par les Français lors de leur déclaration d'impôts.

Coût pour l'Etat : proche de 0.

Chapitre III

L'agriculture française, malade de l'UE, peut et doit être sauvée.

Les constats.

En 50 ans, le monde des paysans français a été bouleversé. Nous sommes passés de 1,6 million de fermes d'une superficie moyenne de 19 hectares à moins de 400 000 exploitations de 68 hectares en moyenne, toujours plus grandes et spécialisées. Autrefois familiales, vivantes et diversifiées, les fermes sont aujourd'hui désertes et spécialisées, rendant l'agriculture plus vulnérable aux crises.

L'Union Européenne a imposé la spécialisation des agriculteurs et l'augmentation des rendements, et a démantelé toutes les protections qui assuraient la stabilité du secteur : baisse des droits de douane, suppression des quotas (limites) d'importations, des quotas laitiers et betteraviers, disparition des mécanismes de stabilisation des prix.

L'Union Européenne a détruit l'agriculture française (et européenne) en la plaçant sous une concurrence frontale avec de plus en plus de pays à bas salaires comme le Maroc ou l'Ukraine via les accords de libre-échange, une concurrence à la fois frontale et déloyale : les paysans français et européens doivent appliquer des normes plus strictes que celles auxquelles sont soumises les importations ! Cela a écrasé les prix et les revenus des agriculteurs. Nous sommes passés d'un système de gestion équilibré par des prix et des quotas avec des revenus corrects à un système de gestion par les primes et les subventions.

La disparition de 100.000 fermes dans les dix dernières années est due à la concurrence intra et extra européenne. Nous sommes dans une course au gigantisme qui n'est bonne ni pour les agriculteurs, ni pour la Nature, ni pour les consommateurs. Cette concurrence excessive et déloyale a détruit le modèle français de fermes familiales, vidé les campagnes et laissé les paysans dans un monde de solitude, souvent privés d'entraide.

A cause de l'UE, les agriculteurs sont victimes aujourd'hui d'un effet de ciseau avec une baisse continue des subventions de la politique agricole commune alors que toutes les charges et les normes bureaucratiques augmentent. Plusieurs facteurs font augmenter les charges des agriculteurs : la déréglementation, notamment la financiarisation qui accroît le prix des terres, la formation d'oligopoles accroissant les coûts dans divers secteurs (coopératives multinationales comme Lactalis, fabricants, vendeurs d'intrants), le coût élevé de l'énergie imposé par l'UE (gaz, électricité) et la hausse des taxes (taxe foncière, MSA⁴). Parallèlement, les réglementations européennes alourdissent les démarches administratives, consommant temps et ressources financières.

Pour s'en sortir, les paysans se voient proposer d'arrêter de produire de la nourriture et d'artificialiser leur terre avec des « énergies vertes », méthaniseurs, éoliennes ou panneaux solaires !

La FNSEA⁵ est devenue une structure parasitaire du système, noyautant la mutualité sociale agricole et la SAFER, structure attribuant les terres à vendre, dans un écosystème mafieux qui permet aux plus malins de s'agrandir en dévorant les autres (système de prédatation « pour tenir le choc »). La cogestion agricole gouvernement/FNSEA est devenu un problème à résoudre urgentement.

La France a perdu sa souveraineté alimentaire ; Une crise géopolitique ou climatique pourrait plonger les Français dans une insécurité alimentaire dramatique. Nous sommes en déficit commercial agricole hors vins et fromages, nous importons plus de la moitié de nos fruits et

⁴ MSA : Mutualité Sociale Agricole

⁵ FNSEA : Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles

légumes consommés. Le renouvellement des générations ne se fait plus car les jeunes ne peuvent plus, ne veulent plus acheter une ferme.

En conséquence, l'agriculture française est dans une impasse : un modèle familial en voie d'extinction, un désertification rurale inquiétante, et un renouvellement des générations bloqué. Un des piliers de la France est menacé. Forte de la qualité de ses terres et la diversité de ses traditions et de ses terroirs, la France peut et doit redresser son agriculture, donnant l'exemple au monde d'un modèle agricole respectant la terre, les paysans, les produits et ceux qui les consomment.

Les solutions.

Un plan Marshall pour sauver les agriculteurs.

Puisque 70% des agriculteurs sont en difficulté financière, il s'agit à court terme de sauver nos paysans et ce qui peut l'être de l'agriculture française.

Voici notre plan Marshall pour sauver les paysans en difficulté financière. En moyenne, cela permet d'améliorer la trésorerie de chaque exploitation de 30.000 euros par an et son revenu de 11.000 euros par an. Le coût pour l'État est très raisonnable : 3,4 milliards d'euros :

- L'État impose la suspension du paiement de la dette des agriculteurs jusqu'au Frexit. L'État prend en charge les 2,8 milliards d'euros d'intérêts et impose le report des remboursements de la dette à des jours meilleurs⁶.
- La sortie immédiate du marché européen de l'électricité permet de diviser par deux le prix de l'électricité (elle est vendue aujourd'hui à quatre fois son prix de revient !). Economie estimée pour les agriculteurs à 920 millions d'euros, sans coût pour l'Etat.
- La baisse des taxes du gazole non routier de 20 centimes permet aux paysans d'économiser 600 millions d'euros.
- Moratoire sur les normes bureaucratiques de l'UE pour cesser de leur compliquer la vie.
- Versement rapide des aides agricoles avec suppression des délais de paiement inutiles.
- Double affichage du prix de vente et d'achat en vrac aux agriculteurs des fruits et légumes pour une meilleure transparence et une hausse des prix payés aux agriculteurs. Le consommateur aura un indicateur de qualité des produits et observera de lui-même la justesse de la rémunération des agriculteurs dans son supermarché ou son épicerie.

Ces mesures permettront de sauver les fermes et les paysans, ce qui est un enjeu de première importance pour la France.

Après la sortie de l'UE, protectionnisme et fin de la concurrence déloyale.

Une fois que nos paysans seront sauvés et que la sortie de l'UE sera en place, le gouvernement aura les mains libres pour développer notre agriculture.

- . Une politique agricole française remplacera la PAC, la politique agricole européenne, avec exactement le même montant de subventions : 9 milliards d'euros. A noter que la France pourra défendre l'agriculture en zone difficile, en moyenne montagne pour conserver des habitants et l'activité sur tout son territoire.
- . Une mesure importante et simple à mettre en œuvre pour que nos agriculteurs puissent vivre dignement est de stopper la concurrence déloyale et de remonter les prix d'achat payés grâce au protectionnisme. La sortie de l'UE implique la renégociation de tous les accords de libre-échange ;

⁶ Exception faite des agriculteurs (viticulteurs, fromages AOC, gros céréaliers...) qui ont une trésorerie positive et qui gagnent très bien leur vie (résultat net largement positif sur les 3 dernières années).

dans les négociations, le gouvernement imposera des droits de douane sur les produits agricoles et des quotas avec les pays étrangers. Cela change tout : n'étant plus écrasés par l'hyperconcurrence étrangère, les agriculteurs pourront vivre décemment de leur production à l'abri d'un protectionnisme intelligent. L'objectif final est de passer d'un système de rémunération par les primes à un système de rémunération par les prix.

. Une loi « achetons français » sera votée d'urgence pour indiquer partout et lisiblement quel produit est fabriqué en France : un drapeau français 100% bleu blanc rouge sera visible pour les produits 100% fabriqué en France. Pour les autres produits agricoles, sera écrit tout aussi lisiblement « fabriqué en Allemagne/ Chine/ Brésil ... ». Si les produits sont fabriqués dans 5 pays différents, la liste des 5 pays en % sera écrite. Vous avez le droit de savoir d'où vient ce que vous mangez.

. La loi française imposera aux cantines publiques d'acheter français sauf impossibilité.

. Les marques du type « C'est qui le patron » qui versent des prix élevés aux agriculteurs seront favorisées.

. La vente directe de produits agricoles et les circuits courts seront encouragés avec le développement de plateformes locales type « petit Rungis » pour que les agriculteurs puissent vendre directement aux gros et petits commerçants locaux, avec moins d'intermédiaires et un meilleur prix pour l'agriculteur et le consommateur. Les places dans « les marchés » des villes seront données prioritairement aux agriculteurs.

. Les coopératives/entreprises en situation d'oligopole, qui utilisent leur position de force pour saigner les agriculteurs, seront scindées en plusieurs parties, ce qui est conforme aux règles d'un marché sain.

. Des quotas et des mécanismes de stabilisation des prix seront décidés au cas par cas pour se déconnecter du prix mondial. Les céréales seront stockées lors des années d'abondance et déstockées lors des années de vaches maigres afin de lisser les prix. Le protectionnisme permettra d'avoir des prix agricoles nationaux et autant que possible déconnectés de la spéculation financière mondiale.

. La terre agricole doit être la propriété exclusive des agriculteurs français : les lois adéquates seront votées pour interdire les ventes de terre à des financiers ou à l'étranger.

. Pour que l'achat de terre via les SAFER ne se fasse pas au bénéfice exclusif des plus gros agriculteurs, les représentants des agriculteurs dans les SAFER seront élus en même temps que les élections aux chambres d'agriculture et ne dépendront pas d'un syndicat. Les acheteurs privilégiés lors de ventes de terre seront les jeunes voulant s'installer et les petits agriculteurs.

. La FNSEA qui ne défend plus l'intérêt des agriculteurs français mais souvent des multinationales qui importent de l'étranger sera démantelée, le système des syndicats agricoles sera refondé pour compter 4 ou 5 syndicats de taille comparable.

. Les labels de qualité et appellations protégées seront favorisés afin de mieux valoriser les produits français.

. Les paysans pourront vendre directement entre eux leurs produits sans passer par des grosses entreprises ; les céréaliers pourront par exemple vendre directement aux éleveurs.

Faire baisser les charges des agriculteurs, une nécessité pour rendre attractive cette profession.

. Les prix de l'électricité seront divisés par deux grâce à la sortie du marché européen de l'électricité.

. La hausse des prix est générale pour les tracteurs, les réparations, les fournitures... Comme dans les autres secteurs de l'économie, les petites entreprises verront leur vie facilitée afin de rétablir une concurrence équitable et faire baisser les charges des agriculteurs (fin des normes UE, réduction des normes inutiles de l'État pour les petites entreprises).

- . Les prix des machines agricoles sont aujourd’hui en hausse forte et incontrôlable, la qualité est en baisse avec un excès d’électronique, fragile en terrain agricole : un investissement massif sera fait dans ce qui reste de machinisme français.
- . L’assurance climatique aujourd’hui faite par des entreprises privées subventionnées par l’État doit être réformée. Soit elle passe dans les mains du public, soit l’État définit avec eux les contrats vendables pour qu’ils soient lisibles et propres en contrepartie des subventions.

Tout changer pour rendre l’agriculture complètement respectueuse de l’environnement.

Sauver et faire revivre notre agriculture est vital. Faire évoluer l’agriculture pour la rendre à terme complètement respectueuse de l’environnement sera un de nos plus grands défis. Les agriculteurs y sont favorables à condition d’être protégés de la concurrence déloyale. Les pesticides sont des produits chimiques qui attaquent les cellules des plantes ou des parasites, les mitochondries, le système nerveux. L’homme étant constitué des mêmes briques de base que les autres animaux et végétaux, est aussi affecté par les pesticides, tout comme le reste de la Nature. Le passage à terme au tout bio est donc une nécessité pour des économies suffisamment riches. Cependant ce programme coûte cher. Il n’est pas réaliste de le faire aujourd’hui, la France ayant un déficit budgétaire trop important et les Français étant trop appauvris.

Lorsque l’agriculture française aura entamé sa renaissance et que le déficit public aura été réduit, il sera temps de faire grandir rapidement l’agriculture biologique (aujourd’hui en régression forte et constante faute de pouvoir d’achat) en utilisant notamment l’achat réservé à l’agriculture bio pour les cantines publiques.

Lorsque l’agriculture bio sera devenue assez grande et que les conditions de sa généralisation seront là grâce à l’acquis technique, un référendum sera tenu pour la généraliser à toutes les productions. Les Français seront maîtres de ce choix.

L’agriculture Bio française sera suffisamment détaxée et subventionnée directement à la ferme pour que le Bio soit vendu au même prix qu’un produit agricole conventionnel. Cela permettra à la fois de protéger les agriculteurs de la concurrence étrangère tout en protégeant les consommateurs des hausses de prix. Le surcoût du bio étant d’environ 30%, le coût pour l’État sera d’environ 28 milliards d’euros.

Le coût d’offrir une meilleure alimentation à tous les Français et une restauration de la Nature est tout à fait raisonnable : 1% de notre richesse nationale. La Nature se régénère rapidement ; la santé de chacun s’améliorera sans que les Français ne soient directement touchés au portefeuille, la santé des agriculteurs sera protégée. Les citoyens français seront, on peut le penser, heureux de la concrétisation de leurs efforts et de cette réalisation collective. Au fur et à mesure de l’enrichissement des Français, les subventions au Bio pourront être baissées.

Concernant les exportations de nos agriculteurs, afin de ne pas les ruiner, nous proposerons des dérogations pour quelques années supplémentaires. C’est un choix pragmatique pour limiter le désordre économique et donc les contestations et les blocages. De plus, nous ne pouvons pas raisonnablement imposer au monde entier notre vision de l’agriculture et des aliments.

Résumé des principales mesures : un plan Marshall pour sauver les agriculteurs de la faillite, une politique agricole française donnant exactement les mêmes subventions que la PAC, protectionnisme intelligent, obligation d’une étiquette claire affichant le/les pays d’origine des produits alimentaires, fin de la concurrence déloyale avec des sanctions dissuasives, obligation d’acheter français dans les

cantines publiques. Démantèlement des monopoles. Développement de plateformes d'échange locale type petit Rungis. Division par deux des prix de l'électricité.

Coût pour l'État : 3,4 milliards d'euros chaque année pour le « plan Marshall » avant la sortie définitive de l'UE.

Chapitre IV

Restaurer le niveau de l'enseignement, redonner un avenir à nos enfants et à la France.

Les constats.

Les parents sont dépités. Leurs enfants ne reçoivent plus à l'école un enseignement correct, les harcèlements scolaires sont monnaie courante, la discipline et l'autorité juste y sont le plus souvent absentes, les méthodes d'enseignement rendent difficile l'apprentissage pour les enfants. Bien que 90% des enseignants aiment leur métier, plus de la moitié veulent changer de profession⁷. L'École ne remplit plus sa promesse de former des citoyens instruits et des adultes aptes à entrer dans la vie professionnelle. Disons les choses clairement : l'École française, autrefois fierté de notre pays et moteur de l'ascension sociale, est aujourd'hui en ruine. Responsable de l'éducation nationale, la caste politique a persévétré pendant 40 ans dans les mêmes erreurs, conduisant progressivement à cette chute catastrophique de niveau malgré un budget de 60 milliards d'euros à sa disposition !

Les causes de la baisse alarmante du niveau scolaire dans tous les domaines sont bien établies :

. Les enfants français d'aujourd'hui ont à l'école primaire près de deux fois moins d'heures de Français et de mathématiques que les enfants nés il y a cent ans ! Les enfants français ne savent plus correctement lire, écrire, compter à la sortie de l'école primaire. Leur niveau en français, clé de l'enseignement des autres matières, devient insuffisant. La raison est simple : trop « d'activités annexes » comme « la découverte du monde, de l'écologie... » dévorent le temps nécessaire à apprendre.

. L'enseignement et les programmes sont toujours imprégnés d'une idéologie pédagogiste en échec évident, ce qui rend difficile l'apprentissage des élèves. Les mêmes méthodes qui ne fonctionnent pas sont utilisés depuis des décennies.

. L'autorité et la discipline sont bafouées, ce qui gêne considérablement l'enseignement et l'apprentissage. Cela conduit à un manque de respect par les parents et les élèves et à une perte de motivation des enseignants. Nous n'exagérons rien, toutes ces constats proviennent de multiples témoignages d'enseignants motivés. Le numérique et les téléphones portables dans les écoles peuvent engendrer des classes difficiles à gérer sans compter la difficulté d'apprendre avec un écran.

. Les conséquences sont importantes et s'enchaînent dans un cycle d'autodestruction de l'école : des enseignants souvent découragés, des problèmes de recrutement car le métier est peu attractif aujourd'hui vu les problèmes aigus de discipline et les salaires trop bas, la baisse de considération des enseignants, *in fine* la baisse dramatique de niveau des élèves et l'aquoibonisme généralisé.

Pour résumer, les problèmes de l'enseignement sont dus à 3 causes majeures : les méthodes pédagogiques, la discipline et l'autorité, le traitement, la formation et le recrutement des enseignants. Rien n'empêche de résoudre ces problèmes si ce n'est l'idéologie d'une caste d'incapables et de je-m'en-foutistes qui s'est appropriée le pouvoir. Par leur faute, l'avenir de nos enfants et de notre pays est foutu en l'air. Il est temps de réagir !

Les solutions.

Restaurer l'autorité et la discipline à l'école car il n'y a pas d'apprentissage sans respect.

⁷ <https://www.20minutes.fr/societe/4169672-20250826-rentree-scolaire-plus-moitie-profs-veulent-changer-metier>

La fausse bienveillance est la fille naturelle du laxisme et du nihilisme et conduit à la perte de la discipline et de l'autorité, au chaos. Voici les mesures qu'un gouvernement doit prendre pour rétablir dans l'intérêt des élèves et des enseignants, discipline et autorité.

. Le ministre donne pour mission aux chefs d'établissements le rétablissement de la discipline et la fin du « pas de vague » avec gratifications et sanctions en conséquence. Dans les cas les plus graves, les directeurs s'adressent aux forces de l'ordre.

. Le ministre soutient rigoureusement les directeurs et le corps enseignant dans leur mission de rétablissement de la discipline et d'une autorité juste, avec pour les cas graves, la prise en charge des frais de justice.

. Le ministre instaure un cadre strict basé sur l'exemplarité des enseignants : maîtrise du sujet enseigné, sérieux du maître, tenue vestimentaire et langage correct et respectueux, vouvoiement, bannissement du copinage et de la démagogie.

. Le ministre supprime les organisations de classe désordonnées : retour à des classes structurées avec les élèves à leur place, l'enseignant dominant l'espace pédagogique depuis l'estrade, comme symbole de son autorité.

. Autres mesures nécessaires : une évaluation disciplinaire factuelle et sans concession avec des heures de colle réelles, une tenue effective des conseils de discipline avec exclusion de l'élève quand elle est justifiée.

. Le ministre embauche 50 % de surveillants de plus pour assurer la surveillance des élèves et des devoirs surveillés. Cela coûte 500 millions d'euros par an.

Toutes ces mesures permettront le retour d'une autorité juste à l'intérieur de l'école, préalable nécessaire pour bien apprendre à l'école.

Retrouver un bon niveau scolaire.

Le gouvernement insistera enfin auprès des parents sur le danger des téléphones portables type smartphone pour le développement des enfants avant 15 ans et sur le danger des écrans pour le développement des petits enfants.

Le ministre interdit le numérique à l'école hors de la salle d'informatique. Tous les manuels scolaires sont en papier, c'est d'ailleurs une demande des élèves et des parents. Le téléphone portable reste obligatoirement dans les cartables, en classe et dans l'enceinte de l'école sinon l'élève sera automatiquement sanctionné. C'est aussi une demande légitime des parents.

Pour une école qui apprend, l'effort et le travail bien fait seront valorisés, des récompenses seront données aux élèves les plus méritants et le redoublement sera décidé par le collège d'enseignants en conseil de classe, et non par les parents.

Le conseil supérieur des programmes, qui définit sur demande du ministre les programmes, comprend aujourd'hui des pédagogistes, des parlementaires et autres personnes déconnectées de l'enseignement au quotidien. Il est donc logique que les programmes et les manuels scolaires soient mal faits ! Le conseil supérieur des programmes ne comprendra plus que des enseignants expérimentés et en activité, avec « une neutralité politique ». Cela permettra de faciliter enfin l'apprentissage pour les élèves avec des programmes cohérents, non redondants, sans idéologie pédagogiste ou influence de lobbies divers et variés. L'influence du wokisme par le biais d'associations diverses ou variées sera écartée. Chose de bon sens, il n'y aura pas d'éducation à la sexualité dans toute l'école mais un enseignement de la biologie reproductive en classe de cinquième. Il est reconnu que l'apprentissage de la sexualité à des enfants très jeunes qui n'en sont pas à ce stade de développement, peut les traumatiser et altérer leur psychisme.

L'histoire de France ne doit plus être enseignée sous le signe du dénigrement et de la repentance. Il est primordial de redonner aux Français la fierté de leur pays, la fierté d'être Français. Le retour du récit national est le préalable au retour d'une nation soudée qui sait qui elle est et où elle va. Comme le disait Ernest Renan, « Être une Nation, c'est avoir fait de grandes choses ensemble par le passé et vouloir en faire de grandes à l'avenir ».

Voici les changements nécessaires dans l'enseignement par section d'âge.

. Maternelle et école primaire :

Un enseignement des premiers fondamentaux en lecture, écriture et calcul dès la dernière année de maternelle.

L'enseignement en primaire sera recentré sur l'apprentissage du français et des mathématiques, avec une heure d'histoire/géographie par semaine plus le sport, rien d'autre. Cette augmentation importante du nombre d'heures de français et de mathématiques permettra que tous sachent lire, écrire, compter correctement. Une petite phrase de morale à expliquer par le professeur en début de cours sera aussi bienvenue pour leur faire découvrir les principes de la vie en société.

. Collège :

Si un élève n'a pas le niveau pour continuer en filière générale à partir de la 4^e, il sera orienté vers une classe de filière professionnelle avec un programme général allégé et une préparation aux classes professionnelles. Cela évitera à des élèves de perdre leur temps.

. Lycée :

Dans la filière générale, il sera mis fin aux options démultipliées qui éclatent l'enseignement et posent problème. Retour à trois branches principales : math/sciences, économie, littéraire avec quelques options.

Le bac sera revalorisé et les notes de contrôle continu, génératrices de stress et d'injustice, ne seront plus prises en compte.

Filières professionnelles :

Le gouvernement affichera son soutien au travail manuel et le revalorisera. La France manque de bons artisans et de bons techniciens, métiers importants, qui plus est souvent bien rémunérés.

Les lycéens en filières professionnelles pourront acquérir un diplôme qualifiant en deux ans pour un métier spécifique avec un Certificat d'Aptitudes Professionnelles ou 3 ans pour un Brevet d'Etude Professionnel. Des passerelles pour pouvoir rejoindre le cycle classique seront toujours rendues possibles : par exemple, un élève en Brevet d'Etude Professionnel qui est méritant et compétent, peut postuler et passer en BTS, Brevet de Technicien Supérieur.

Le travail manuel est noble, des filières professionnelles d'excellence seront créées, notamment des filières d'artisanat d'excellence et de compagnonnage.

Pour recruter et revaloriser le métier d'enseignants.

L'éducation nationale a aujourd'hui de grandes difficultés à recruter des enseignants au niveau. Le recrutement d'enseignants motivés et en nombre suffisant sera facilité par une revalorisation des salaires et par le retour de la discipline et de l'autorité du maître à l'école.

Le salaire net d'un professeur débutant est de 1,15 Smic contre 2,2 Smic au début des années 80 ! Face aux difficultés de recrutement et au niveau de recrutement en baisse, le gouvernement démontrera sa volonté de revaloriser le métier de professeur : le salaire des enseignants débutants sera revalorisé de 250 euros par mois pour atteindre 1900 euros net. Le coût de la

mesure est de 500 millions d'euros incluant la revalorisation des salaires des enseignements proches de ce niveau de paie. Les salaires nets des enseignants plus capés, qui sont aujourd'hui très bas par rapport aux autres pays d'Europe, seront au minimum revalorisés de 100 euros net par mois : le coût pour l'État est d'un milliard d'euros. Des mesures supplémentaires seront prises au fur et à mesure du redressement du pays pour tendre vers 2 Smic pour un débutant comme en 1980. Des économies seront faites sur le personnel bureaucratique, très important en France par rapport à l'Allemagne.

Afin que l'évaluation des enseignants soit objective et intéressante, elle sera fondée sur leurs résultats et réalisée par des inspecteurs qui continuent à avoir une activité d'enseignant à temps partiel.

Enfin, une infirmière scolaire à plein temps est nécessaire dans chaque établissement pour de nombreuses raisons : maladies des élèves, détection des problèmes divers et variés des élèves quand cela est possible. Recruter une infirmière par établissement coûte sur la base de leur salaire actuel 1,2 milliards d'euros par an.

Résumés des mesures : rétablissement de la discipline et de l'autorité par tous les moyens, plus d'heures de français et de maths en primaire pour apprendre à lire, écrire, compter, fin du numérique et du portable à l'école, valorisation de l'effort et du travail bien fait, un conseil supérieur des programmes ne comprenant que des enseignants en poste et respectés. Enseignement de l'histoire sous la forme d'un récit national et non de la repentance. Fin du contrôle continu pour l'obtention du Bac. Revalorisation des filières professionnelles, soutien au travail manuel. Haute forte des salaires des enseignants, recrutement de surveillants et d'infirmières scolaires. Fin de l'éducation à la sexualité dès le primaire, introduction à la sexualité reproductive uniquement au collège.

Coût pour l'État : 3,2 milliards d'euros par an.

Chapitre V

Arrêter la spirale de violences, rétablir la sécurité.

Les constats.

Les Français ne sont plus en sécurité dans leur pays, certains dans les zones de non droit ont peur de sortir de chez eux, des femmes ont peur de sortir le soir dans les grandes villes. La France s'enfonce dans une spirale de délinquance et de criminalité, qualifiée d'ensauvagement par Emmanuel Macron lui-même, un des auteurs du naufrage. Le narcotrafic se propage et touche même les petites villes de campagne autrefois tranquilles, les actes de délinquance se multiplient, les violences, les meurtres gratuits, atroces se suivent et se ressemblent et rien n'est fait pour arrêter ce phénomène inquiétant. La situation empire chaque jour d'avantage. La délinquance et la criminalité augmentent en France depuis 20 ans et atteignent des niveaux critiques.

Après 40 ans de culture de l'excuse et de laxisme, la situation semble parfois tout simplement hors de contrôle. Les Français mettent en première place de leurs préoccupations ces problèmes d'insécurité et d'ensauvagement qui les révoltent et parfois pourrit leur vie quotidienne. La France paisible et joyeuse n'est plus, la France orange mécanique arrive. Rétablir la sécurité à l'intérieur du pays est le premier devoir du gouvernement.

Il y a plusieurs causes à cette montée de l'insécurité et à l'incapacité de l'État de l'arrêter.

Si une partie importante des immigrés n'est pas concernée, les flux d'immigration sont une cause importante de la montée de la délinquance et de la criminalité en France. Pire, des réseaux de criminalité étrangers viennent s'installer expressément sur notre territoire dans le but d'exploiter le territoire français, l'État étant rendu défaillant par l'absence de contrôle aux frontières due au traité de Schengen et par la difficulté à renvoyer les étrangers auteurs de faits de délinquance et de criminalité (lois et jurisprudence sur l'immigration issue du droit européen et de la CEDH).

Le laxisme judiciaire lié à une idéologie dévoyée et à l'absence de places de prison disponibles, le manque de moyens de police déployés sur le terrain sont deux autres causes essentielles de l'incapacité des gouvernements à renverser la montée de la délinquance.

La délinquance générale de l'autorité et notamment de l'autorité de l'État, le manque d'exemplarité au plus haut niveau, le déficit d'autorité parentale au sein de certaines familles (90 % des personnes en prison ont un père absent ou maltraitant) sont un catalyseur supplémentaire de la délinquance et de la criminalité.

La misère sociale qui s'étend aggrave encore ces phénomènes.

Les solutions pour arrêter la montée de l'insécurité et l'inverser.

Le premier changement est d'ordre philosophique. Nous devons passer de la culture de l'excuse, du laxisme et de la fausse bienveillance envers la délinquance à la restauration de l'autorité de l'État, à la défense des victimes et de l'ordre. Il s'agit de remettre en place une autorité juste, forte qui s'accompagne nécessairement de l'exemplarité de ceux qui sont au sommet de l'État.

Des sanctions claires, fortes et connues de tous doivent être appliquées lorsque la loi est violée. Les victimes doivent être tout simplement protégées et les coupables punis. C'est aussi simple que ça et cela signifie mettre fin définitivement à la culture de l'excuse qui a fait tant de mal.

L'État doit à nouveau tenir fermement son rôle de préservation de la sécurité, de l'ordre public, de rendre la justice. Nous voulons un État fort pour garantir l'ordre tout en étant respectueux des libertés des citoyens et pas un État qui s'imisce dans la vie de chaque citoyen tout en laissant la délinquance et le crime se propager.

Le problème crucial du manque de places de prison en France est un vecteur de laxisme.

En effet, appliquer des sanctions claires, fortes et connues de tous lorsque la loi est violée signifie disposer de places de prison en nombre suffisant pour mettre en détention les délinquants et criminels.

La France dispose aujourd’hui d’environ 60.000 places de prison. Un nombre très insuffisant qui a conduit l’État à placer 15.000 délinquants condamnés jusqu’à 2 ans de prison, chez eux en « prison à la maison », sous bracelet électronique ! Quand quelqu’un est condamné à deux ans de prison, il doit aller en prison et non à la maison. Au 1^{er} janvier 2025, 96.500 personnes sont écrouées, dont 80.500 personnes détenues en prison et 16.000 sous bracelet électronique ! Et encore, faute de place de prisons, l’État retient la main des juges afin d’éviter que ce chiffre ne dépasse largement les 100.000 écroués. Comme l’a révélé sur BFM le secrétaire général du syndicat de magistrat l’USM : « Les magistrats reçoivent tous les jours des messages (du pouvoir) : il ne faut pas incarcérer car les prisons sont pleines... Gérald Darmanin a même sermonné les procureurs généraux en leur disant : que faites-vous, vous incarcérez trop ! »⁸. Les juges libèrent aussi de façon anticipée nombre de détenus dans le but exclusif d’éviter l’engorgement ! Cela démontre à quel point le pouvoir est aujourd’hui hypocrite et manipulateur. Selon nos contacts dans la police, la gendarmerie et la justice, environ un tiers des juges est volontairement laxiste (essentiellement des juges du syndicat de la magistrature), deux tiers des juges aimeraient appliquer des sanctions plus fermes mais le pouvoir leur tord la main pour ne pas le faire.

Nombre de places de prison actuelles	60 000
Population totale placée sous écrou	96 500
Détenus incarcérés	80 500
Sous bracelet électronique	16 000

Sans doublement du nombre de places de prison pour pouvoir accueillir tous les condamnés, il est impossible que chaque crime et délit soit puni avec fermeté et que les sanctions soient appliquées, il est impossible de restaurer l’autorité de l’État. Il faut aussi appliquer des peines courtes de 15 jours pour les premiers délits afin d’arrêter la carrière des délinquants. La « prison à la maison », avec le bracelet électronique, c’est fini. Nos gouvernements incapables ont produit tant de normes qu’il faut 10 ans pour construire une prison alors que le Salvador les construit en 2 ans ! Pour que ces places de prisons arrivent en 2 ans, il faut raccourcir tous les délais, en changeant les lois et en supprimant toutes les normes inutiles dans l’intérêt supérieur de la France.

Le coût de construction de 60.000 places supplémentaires est d’environ 10 milliards d’euros, le coût de fonctionnement est de 3,9 milliards d’euros. Il s’agit d’un investissement de 150 euros par Français, avec un coût de fonctionnement annuel de 57 euros par Français pour arrêter le crime, la peur et l’insécurité. Le retour de la paix publique est à ce prix.

Le nombre d’étrangers dans les prisons françaises est de 20.000 personnes. L’État français doit négocier avec les pays d’origine des délinquants pour qu’ils exécutent leur peine dans une prison dans leur pays, contre une somme d’argent payée chaque année par l’État français. Cela éviterait au maximum la construction de 20.000 places de prison et économiserait 3 milliards d’euros d’investissement.

Les prisons ne sont pas des lieux de loisir mais de détention, de réflexion sur son acte. Ce n’est plus le cas aujourd’hui. Exemple : devant le scandale, Gérald Darmanin vient de suspendre la distribution de 50.000 tablettes Samsung dernier cri pour un coût de 125 millions d’euros⁹ avec lesquels les prisonniers jouaient aux jeux vidéo ! Téléphones portables, télévision avec un bouquet de chaînes câblées, drogues, c’est fini : la prison n’est pas un centre de loisir mais un lieu où l’on purge une peine ! La télévision y sera interdite, les prisonniers doivent réfléchir à leurs actes, lire, travailler, passer un diplôme s’ils le souhaitent mais certainement pas regarder la télévision ou diriger leurs opérations de narcotrafic depuis une cellule.

⁸ Extrait vidéo de BFM visible sur <https://x.com/philippemurer/status/1929865632616481120?s=43>

⁹ <https://www.lefigaro.fr/actualite-france/tablettes-numeriques-dans-les-prisons-le-ministere-de-l-interieur-suspend-ce-programme-a-125-millions-d-euros-20250308>

Une gestion beaucoup plus stricte des prisons est nécessaire : discipline tous les jours, inspections des chambres chaque semaine, fouilles (aujourd'hui interdites par la loi), rassemblement tôt le matin. Si certains font n'importe quoi, le rassemblement aura lieu la nuit. Il faut au surplus rajouter des brouilleurs de téléphones portables, des brouilleurs pour les drones et réparer les filets anti-drone pour arrêter le passage d'objets et de téléphones aux prisonniers.

Les sanctions liées aux textes internes de discipline en prison ne sont plus appliquées, c'est ce qui explique la perte de contrôle par l'administration pénitentiaire ; elles doivent l'être à la hauteur de la faute : amendes, privations de visites, de courrier, prolongement de peines. Ainsi, s'il y a des colis lancés dans la chambre par drone, si l'on découvre lors des fouilles des téléphones ou des objets passés en douce, il y aura sanction forte : la discipline sera respectée et les problèmes évités.

Comment contrôler ceux qui refuseront la discipline en pourrisant la vie des autres ? Il faut une prison spéciale pour ceux qui hurlent, crient s'il y a une exigence de discipline sinon tout le travail de discipline est impossible. Il faut donc transférer les prisonniers qui pourrissent la vie des prisons, en cellule disciplinaire ou dans des quartiers de haute sécurité, durs.

Changer les lois, la justice.

La justice en France est malade : décisions parfois laxistes, tribunaux embouteillés, insécurité en hausse, prisons surpeuplées, procédure pénale trop lente, manque de moyens...

Cette justice laxiste et embouteillée sera réformée pour permettre une justice ferme et rendue rapidement, dans le but de retrouver la paix publique.

Examinons comment les Pays-Bas ont fait baisser la petite et moyenne délinquance. Les Pays-Bas ferment des prisons (11.000 places en 2020 contre 20.000 en 2004). La rapidité d'exécution, la certitude des peines, même de courtes peines d'incarcération dès les premiers délits afin d'arrêter la carrière des délinquants dès le début, expliquent ce résultat.

Les moyens alloués à la justice permettent de traiter les affaires beaucoup plus rapidement, ce qui est essentiel. Aux Pays Bas, le système judiciaire est pourvu de 120 euros par habitant contre 70 euros pour la France, plus mauvaise élève des pays fondateurs de l'UE. Pour une justice rapide donc efficace contre la délinquance, il faut augmenter le nombre de juges et de procureurs de 50 %, pour arriver au niveau de la moyenne des autres pays européens et doubler le nombre de greffiers. Vu l'enjeu, le coût pour l'État est modique : 100 millions d'euros par an.

Pour que le duo justice/police soit à nouveau juste et efficace, il faut un tremblement de terre : abroger toutes les lois de procédure pénale depuis 1991. Celles-ci ont considérablement complexifié et freiné les procédures, compliquent les tâches de chacun, gâchent le temps précieux des juges et policiers : justice et police sont aujourd'hui débordées à cause de ces mauvaises lois. Les grosses réformes du code de procédures pénales et de l'organisation de la police ont été faites entre 1991 et 1995, potentiellement pour préserver les politiques en délicatesse avec la justice, en complexifiant et en ralentissant les procédures, avec des effets terribles à partir de 1995. Jusqu'à permettre aux personnes présumées coupables d'en appeler au Conseil Constitutionnel par QPC afin qu'il retoque l'application d'un article de loi, des années après sa promulgation ! Ce qui ralentit considérablement les procédures d'hommes politiques et de personnes nanties d'un bon avocat.

Avant 1991, nous étions dans un pays libre, sûr, où les Français avaient des droits, il n'y a aucun problème à les abroger. Le juge d'instruction étudie une affaire à charge et à décharge. Or, il y a aujourd'hui une justice contradictoire à chaque étape de la procédure, qui favorise les malfrats de façon éhontée. Juste un exemple : depuis 2011 tout malfrat arrêté ne peut pas être interrogé avant que son avocat ne vienne à la garde à vue et lui parle trente minutes ; l'interrogatoire se fait intégralement en présence de son avocat. Il ne parle plus et la police perd son temps. De même, tous les détails de la garde à vue doivent être notés dans un carnet sous peine d'annulation de la procédure pénale ! Les droits donnés sont exorbitants et coûtent chers en termes d'efficacité du duo justice/police. La simplification des procédures pourrait se faire éventuellement à travers une commission de simplification pour préserver quelques lois utiles.

Revenir sur tous ces textes aura un effet très bénéfique en allégeant le temps de travail de la justice, des policiers, en évitant les vices de procédures pour cause de complexité excessive, en rendant la justice plus rapidement. La justice et la police aujourd’hui débordées pourront faire plus de travail et faire un meilleur travail. Il faut revenir à des mesures de bon sens et de bonne gestion.

Sortir du laxisme nécessite que le juge soit la bouche de la loi et non le législateur. Le juge devra punir avec une peine minimale et une peine maximale fixées par la loi pour chaque délit. Il faut aussi supprimer le syndicat de la magistrature, l'auteur du mur des cons (les innocents !). Le syndicat de la magistrature est le promoteur de la culture de l'excuse et du laxisme. Pire, ce syndicat de juges s'ingère dans la politique nationale ce qui est rigoureusement interdit et est une raison claire de le démanteler.

Résoudre le problème de l'immigration et de la délinquance ethnique.

Il y a 25 % d'étrangers dans les prisons françaises alors que les étrangers représentent 8 % de la population française¹⁰. Les étrangers commettent dans l'ensemble nettement plus d'actes de délinquance et d'actes criminels. Comme l'UE impose qu'il n'y ait plus de frontières, des bandes de criminels viennent en France pour « importer de l'étranger » puis exploiter des femmes via la prostitution, pour commettre des vols en bande organisée ou s'adonner au narcotrafic ... Une règle simple pour arrêter cette délinquance : un étranger condamné pour un crime ou des actes graves de délinquance est renvoyé chez lui pour purger sa peine de prison et ne peut plus remettre les pieds en France. A partir d'un certain seuil de délinquance et criminalité, un binational sera déchu de sa nationalité.

Mettre un terme à la délinquance exponentielle des mineurs.

La rue éduque mal les enfants laissés à eux-mêmes. Tous les policiers affirment qu'une grande partie de la délinquance des mineurs est liée à l'immigration africaine et non à l'immigration asiatique ou aux jeunes « Français de souche ». Problème aujourd'hui, la justice impose principalement des mesures éducatives et non répressives pour les mineurs délinquants ou criminels. Les mineurs ne sont plus punis pour leurs actes graves et récidivent. Ce laxisme judiciaire les laisse s'enfermer dans de véritables carrières de délinquants, voire de criminels. Il y a une récidive colossale en l'absence de sanctions. Beaucoup de gamins délinquants sont inconscients et n'ont aucune sensibilité aux autres : ils les traitent comme des objets.

La fin de la culture de l'excuse est impérative. Les parents doivent être responsabilisés avec des contraventions, la réparation des préjudices et délits commis par leurs enfants, voire la suppression des allocations familiales.

Pour les 16-18 ans, de la prison et des sanctions avec des peines minimum et maximum pour tous les délits et crimes : la loi divise les peines par deux pour les 16-18 ans par rapport aux majeurs mais il faut des peines minimums imposées aux juges et des peines exécutées.

Pour les mineurs de moins de 16 ans condamnés, une discipline rigoureuse dans les centres éducatifs fermés avec des horaires stricts, des cours, sans téléphone ni télévision, afin de les éduquer/réeduquer.

Les mineurs clandestins appelés mineurs non accompagnés commettent énormément d'actes de délinquance et coûtent très cher à la France (2 milliards d'euros par an¹¹). Les renvoyer automatiquement dans leur pays, où ils seront mieux qu'en France évitera beaucoup de délinquance.

Une réponse globale spécifique face au cancer du narcotrafic.

¹⁰ <https://www.lejdd.fr/Societe/delinquance-et-immigration-une-realite-chiffree-qui-derange-155038>

¹¹ <https://departements.fr/lEtat-doit-assumer-le-cout-des-mineurs-isoles-selon-les-departements/>

Le trafic de drogue est un cancer qui s'étend. Pour l'arrêter, l'État déclare la lutte contre le trafic de stupéfiant « cause nationale ». Pour stopper le problème à la source, il s'agit de réduire fortement l'importation de drogue avec tous les contrôles aux frontières nécessaires.

Des mesures spécifiques pour que la police puisse arrêter plus facilement les narcotraiquants sont nécessaires : donner des facilités pour recruter des indics, pour les « coups d'achat », pour l'utilisation de drone pour surveiller le narcotrafic et arrêter les traquants.

La justice devra être d'une sévérité sans faille face au narcotrafic : des peines minimums seront votées pour les traquants arrêtés, sans aucune remise de peine possible.

Expulsion et déchéance de nationalité pour le trafic de drogue pour les binationaux, expulsion rapide pour les clandestins : c'est ce qui fait le plus peur aux narcotraiquants, souvent immigrés, à 50 % étrangers¹². Confiscation stricte et simple des avoirs criminels pour le trafic de stupéfiants.

Réformer la police.

Avec la « politique du chiffre », la priorité n'est plus d'améliorer la réalité quotidienne des Français, la priorité est que les chiffres satisfassent le ministre dans le but de communiquer. Il s'agit d'en finir avec cette politique toxique : les policiers subissent des coups de pression pour améliorer les chiffres et les hauts gradés sont récompensés des « bons chiffres » avec de grosses primes. Il nous faut des statistiques globales pour savoir comment évolue la délinquance, avec un gouvernement décomplexé. Le ministère de l'intérieur gère avec intelligence et humainement les commissariats et ses équipes : féliciter ou sanctionner, demander d'appuyer sur tel problème ou pas. En règle générale, le policier doit simplement arrêter toute infraction à la loi, et surtout celles opposées à la morale publique.

Des policiers sont attaqués, parfois lynchés par des délinquants, le métier est de plus en plus difficile, des policiers démissionnent, d'autres se suicident à cause de la perte de sens. La haute hiérarchie doit être jugée par le ministère sur des critères qualitatifs de réalisation de leur mission et non en fonction de chiffres et de « l'obéissance ». La haute hiérarchie policière est aujourd'hui une hiérarchie d'obéissance et non de compétence. Leur seul but est de devenir préfet. La hiérarchie avant, protégeait les policiers tout en les tenant. Puisque ceux qui nous protègent sont attaqués, l'État doit signaler qu'il protègera désormais sans faille les défenseurs de l'ordre public : doublement des peines minimum et maximum pour agression ou assassinat d'un policier/gendarme en fonction, dans le privé s'il est agressé parce qu'il est policier/gendarme.

Restaurer l'autorité de l'État, faciliter le travail judiciaire (abroger les recours et lois de procédures pénales votées depuis 1991) permettra de retrouver du sens, de mettre fin au malaise et aux démissions.

Remettre la mission de service public au centre, comme clé de l'organisation de la police est essentiel pour assurer la paix publique, la sécurité du quotidien, la lutte contre le crime et la grande délinquance.

Vu leur pouvoir, nous proposons d'interdire que les membres de la police et de la gendarmerie appartiennent à des sociétés occultes.

Quelles limites à la technopolice ?

Les caméras de surveillance, l'IA, etc. peuvent sembler être de bons outils pour la sécurité. Ils ont un très mauvais côté : ces outils de surveillance sont aussi utilisés par le pouvoir pour fliquer tous les citoyens. Ils n'empêchent pas les actes de délinquance, même s'ils aident parfois à trouver les coupables. Lorsque le niveau d'insécurité record sera passé, il faut arrêter de surveiller tous les Français avec ces dispositifs. En attendant, interdire la vidéosurveillance par IA, vecteur d'un contrôle total de tous les Français, est essentiel. Le RIC impératif, c'est-à-dire impérativement

¹² https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/01/06/les-jeunes-clandestins-petits-soldats-jetables-du-narcotrafic-dans-les-grandes-villes-de-france_6209417_3224.html

appliqué, est une garantie pour les citoyens d'empêcher des intrusions graves du pouvoir dans leur vie privée via la technopolice !

Le problème du maintien de l'ordre dans les manifestations.

Le maintien de l'ordre est instrumentalisé par le pouvoir dans les manifestations : la police n'est pas une milice au service du pouvoir, la police est là pour assurer la paix publique et un ordre juste. C'est la pratique du pouvoir qui donne les ordres en manifestation et de mauvaises consignes qu'il faut changer. Surtout, comme le dit le criminologue Xavier Raufer, le ministère de l'intérieur connaît tous les « Blackblocs » qui causent des violences dans les manifestations et s'il le voulait, pourrait les arrêter dans les 48 heures. Tout ceci relève donc de l'instrumentalisation.

La logique globale de ce projet pour la sécurité est simple : arrêter la culture de l'excuse et restaurer l'autorité de l'État, appliquer des sanctions fermes face à la délinquance/criminalité, avoir les moyens de le faire en ayant suffisamment de places de prison et en accélérant le travail de la justice et de la police.

Résumé des mesures : mettre fin au laxisme et à la culture de l'excuse, des sanctions claires, fortes et connues de tous doivent être appliqués lorsque la loi est violée. Doublement du nombre de places de prison, discipline dans les prisons, fin de la prison à la maison, fin du bracelet électronique. Hausse de 50 % du nombre de juges et de procureurs et doublement du nombre de greffiers. Abrogation de toutes les lois de procédure pénale depuis 1991, suppression du syndicat de la magistrature, des peines planchers (minimum) et maximum pour chaque délit/crime. Peines doublées pour les agressions de policiers. La lutte contre le narcotrafic cause nationale, facilités pour les policiers pour arrêter le narcotrafic. Peines planchers sévères et zéro remise de peine pour les narcotrafiants, confiscation des avoirs simplifiée. Expulsion et déchéance de nationalité pour les binationaux coupables de trafic de drogue, expulsion rapide pour les clandestins. Expulsion pour les étrangers et déchéance de nationalité pour les binationaux condamnés pour un crime ou des actes graves de délinquance, peine de prison à l'étranger. Peines planchers aussi pour les mineurs délinquants. Renvoi de tous les mineurs non accompagnés dans leur pays d'origine.

Coût pour l'État : 4 milliards d'euros par an et 10 milliards d'investissement dans les prisons en une fois. Les 2 milliards d'économies sur les mineurs isolés seront pris en compte dans le chapitre économie.

Chapitre VI

Permettre aux Français de se soigner et aux médecins d'exercer.

Les constats.

L'hôpital public s'effondre au point que des Français laissés seuls et sans soins sur des brancards meurent en attendant aux urgences. Les Français ont le plus grand mal à trouver un médecin ou un dentiste quand ils sont malades et à se procurer des médicaments essentiels à cause de pénuries répétitives. En revanche, quand il s'agit de vacciner 11 fois les enfants de moins de deux ans, l'argent coule à flot. Rien ne va dans le domaine de la santé publique en France.

Les soins se dégradent, la médecine est en détérioration continue à cause :

- Du manque criant de médecins et de personnels soignants : l'État forme seulement la moitié des médecins dont a besoin la France chaque année (!) et les infirmières démissionnent à cause de salaires faibles et de la maltraitance à l'hôpital.
- D'une formation en étude de médecine dont la durée augmente et la qualité baisse car elle est insuffisamment axée sur l'écoute du patient et l'étude clinique.
- D'une bureaucratie étouffante, coûteuse et inefficace mise en place par l'Enarchie : ARS, agences nationales et régionales trop nombreuses, strates administratives multiples, bureaucratie hospitalière étouffante forment un système trop complexe qui paralyse les soins et est très coûteux. Le nombre d'administratifs est trop important et le nombre des soignants est très insuffisant.
- Du manque d'argent car il est dévoré par cette bureaucratie inutile, par la fraude sociale et par la corruption (médicaments très chers remboursés mais peu efficaces...).
- De salaires très bas (infirmiers, paramédical) et de la maltraitance bureaucratique qui entraînent des départs anticipés (une infirmière formée part au bout de sept ans en moyenne !) et engendrent mauvaise qualité des soins et actes dégradés.

Les conséquences : dégradation de la qualité des soins, difficulté pour se faire soigner (déserts médicaux), hôpitaux publics en complet dysfonctionnement et en manque de personnel, baisse du nombre de lits, problèmes du Samu, des urgences et des services de secours insuffisants pour prendre en charge les cas urgents.

Se rajoute à cela la baisse de la liberté de prescription des médecins imposée par le gouvernement et la méthode de l'*evidence-based medicine*¹³, sensible à la corruption.

La corruption s'infiltre en effet dans la santé publique avec une influence de Big Pharma à tous les niveaux ; elle est évidemment très néfaste à la qualité des soins.

La pénurie de médicament renforce la dégradation des soins.

Notre plan d'action pour réparer la médecine en huit points :

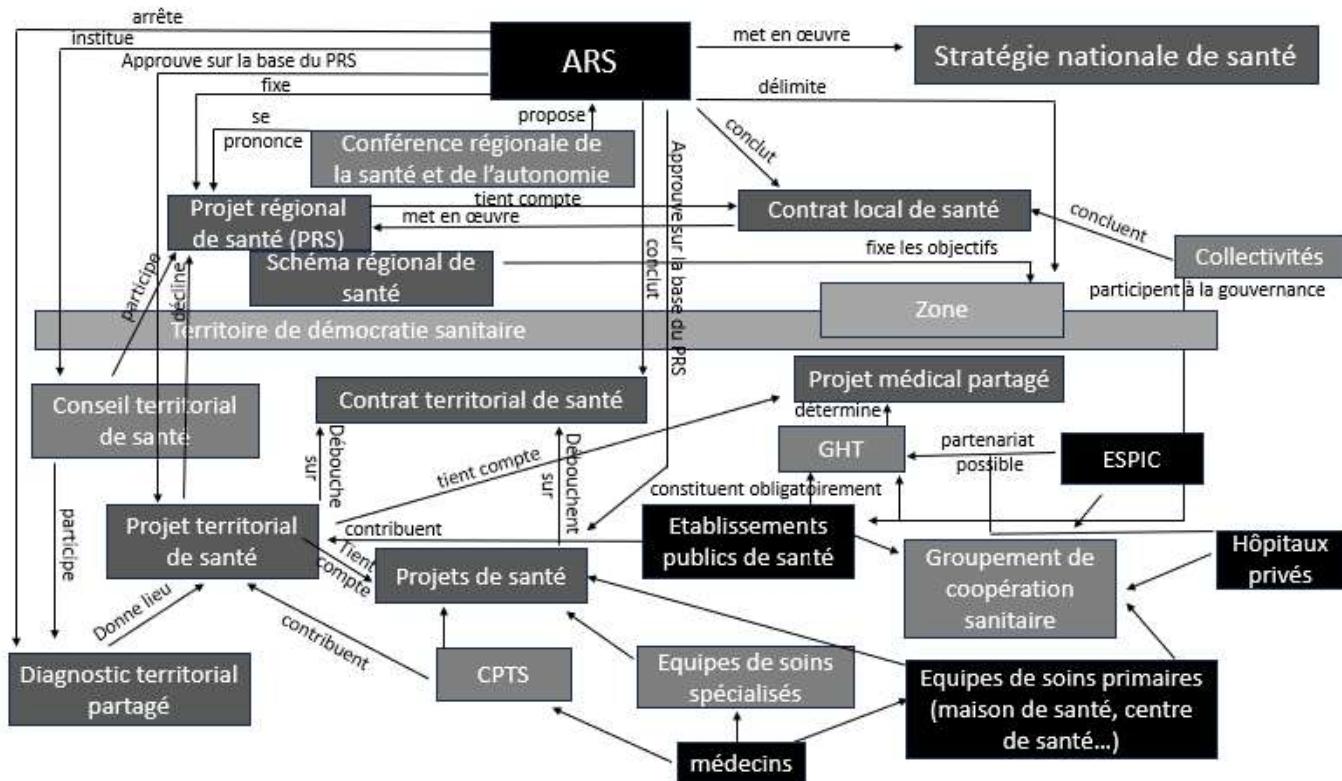
- . Eradiquer la bureaucratie administrative (ARS et autres agences). Fin de la bureaucratique tarification à l'acte à l'hôpital et fin des superstructures inutiles pour faire des économies substantielles.
- . Former deux fois plus de médecins et plus vite (deux à trois ans d'études en moins).
- . Embaucher des infirmières et augmenter fortement leurs salaires grâce aux économies réalisées sur la bureaucratie, rouvrir des lits et des hôpitaux à taille humaine.
- . En finir avec la maltraitance des infirmières, des étudiants en médecine et des médecins à l'hôpital.
- . Lutte drastique contre la fraude sociale (35 milliards d'économies).

¹³ Médecine systématiquement basée sur les statistiques et de larges études en double aveugle, financées par les laboratoires.

- . Relocalisation massive de la production de médicaments grâce au remboursement différencié.
- . Mesures fortes contre la corruption médico-administrative.
- . Fin de l'obligation des 11 vaccins pour les tout petits comme dans de nombreux pays d'Europe.

Les solutions.

Le schéma de l'embrouillamini bureaucratique montre un véritable chef d'œuvre de complexité fabriqué par l'ENA !



Et encore, faute de place, il manque la HAS, Santé Publique France, la direction de la santé publique, l'Agence Nationale Sanitaire, l'ANSM etc.

Les gouvernements successifs ont créé une myriade d'agences de santé et une organisation bureaucratique délirante, inutile et très coûteuse. Les ARS, agences régionales de santé, c'est 8300 salariés et un budget de 600 millions d'euros. La HAS coûte 60 millions d'euros, et ne parlons pas des GHT, CPTS et autres ESPIC ... auxquels se rajoute l'excès de strates administratives à l'Hôpital (plus de 10 pour l'AP-HP).

Cette bureaucratie est coûteuse, elle paralyse les soins en dévorant le temps des soignants : jusqu'à 30% du temps des soignants est consacré à l'administratif et à des audits aujourd'hui contre 10% en 1970. Pire, elle veut décider de tout à la place des médecins, même des soins, et ceci sans avoir bien sûr observé le malade !

Pour guérir la médecine de la bureaucratie, il faut tout simplement éradiquer cette bureaucratie étouffante, coûteuse, chronophage : réinvestir cet argent dans les soignants, l'hôpital et la santé publique pour soigner les Français. Et bien sûr délivrer médecins et infirmières du temps bureaucratique pour les laisser soigner. S'il a une utilité, le travail des agences bureaucratiques nombreuses et coûteuses avec des équipes de direction importantes sera rapatrié avantageusement au ministère de la santé. Les ARS seront supprimées et le travail réalisé par des petites équipes dans les préfectures remontant les informations au ministère de la santé. Seules les normes essentielles seront conservées. Ce qui signifie la fin du principe de précaution

poussé à l'extrême : il vaut mieux faire des contrôles à postériori que mille contrôles à priori pour vérifier le respect des objectifs principaux.

Les économies sur la bureaucratie se chiffrent au minimum à un milliard d'euros.

Comment être certain d'avoir suffisamment de médecins demain en France ?

Pourquoi la France manque de médecins ? Parce que des gouvernements incompétents ont décidé de limiter le nombre de médecins formés chaque année avec un plafond très bas (*numerus clausus*), parce que le dernier gouvernement a été incapable d'en former davantage malgré sa promesse datant de 2017 !

Pour que la France ait demain suffisamment de médecins, l'État français formera presque le double de médecins et en deux ou trois ans de moins : 15.000 médecins par an et non 8.500 comme aujourd'hui, pour que les jeunes Français aient la chance de réaliser leur vocation et afin de laisser aux pays pauvres les médecins dont ils ont besoin ! Il faut cesser d'exploiter, durant de longues années, des jeunes médecins pour faire tourner l'hôpital avec des bas salaires.

Avec tous les moyens de l'État mis en œuvre, bâtiments et nombre de formateurs nécessaires, la France pourra former quasiment deux fois plus de médecins et plus rapidement.

Pour rendre la médecine attractive, les études seront plus courtes :

. Pour les médecins généralistes, durée des études de 7 ans et non de 10 ans aujourd'hui : 5 années d'études et 2 années complètes de stage à l'hôpital et en médecine générale contre 6 années d'études et 4 années de stages aujourd'hui ! Une sélection juste avec un écrit comptant pour 80 % de la note en 1^{re} année et un oral portant sur des questions de médecine et non sur des sujets « woke » ; fin du passage du concours de l'internat pour être médecin généraliste, les connaissances sont déjà vérifiées année par année.

. Pour les médecins spécialistes, la durée des études sera ramenée à 8/10 ans contre 10/12 ans aujourd'hui : 5 années d'études et 3 à 5 années de stage au lieu de 10 à 12 ans aujourd'hui.

. Eviter le nombre important de démission (20 % aujourd'hui !) des étudiants sur la durée des études, par des études plus courtes et un traitement respectueux des jeunes étudiants et des internes (paie correcte, moins de bureaucratie, endroit pour dormir pendant les gardes...). Découverte rapide de la réalité de la médecine pendant les études, certains étudiants se rendant compte très tard qu'ils ne supportent pas les maladies et les opérations, ce qui entraîne des démissions tardives ...

Les études de médecine viseront à former des médecins ayant appris les actes cliniques et l'art du soin (20 % de connaissances, 20 % d'expérience et 60 % d'écoute du patient). Pour se rappeler d'où vient la médecine, quelques heures par an d'histoire de la médecine seront dispensées pour ouvrir les esprits. La médecine est un art du soin et non « La Science ».

Comment réparer un hôpital public qui se décompose ?

A l'hôpital, des Français meurent sur des brancards faute de soin. Il s'agit là aussi de supprimer la bureaucratie dévorante et coûteuse, de remettre la médecine au centre de l'hôpital avec suffisamment de personnel.

La tarification à l'activité fait perdre beaucoup de temps administratif aux médecins : coder pour un patient peut prendre 10 minutes ! Elle sera supprimée¹⁴. A sa place, un budget global sera décidé pour tout hôpital en prenant comme point de départ l'activité de l'année précédente. On calculera

¹⁴ Les hôpitaux décriront pour chaque patient la maladie traitée mais de façon très simplifiée (exemple : jambe cassée) pour avoir quelques statistiques utiles sur l'activité de l'hôpital. Cela fera gagner beaucoup de temps aux médecins/infirmières

le prochain budget à allouer en fin d'année proportionnellement à la hausse ou à la baisse de l'activité. Eradication de toutes les superstructures inutiles (GHT et CPTS), des couches administratives de direction inutiles qui rendent le schéma d'organisation trop complexe, scission de l'APHP en 7 hôpitaux à taille humaine. A l'intérieur des hôpitaux, réduction des strates inutiles avec la suppression des chefs de pôle : réhabilitation du rôle clé du chef de service, directement en lien avec la direction.

La direction des hôpitaux sera simplifiée pour une meilleure efficacité :

- . Pour les petits hôpitaux, pour une gestion axée sur la santé, une direction avec un médecin et un gestionnaire pour l'aider.
- . Pour les grands hôpitaux (CHU), direction par une seule personne en CHU avec un conseil d'administration comprenant des hospitaliers, des gestionnaires mais pas de politiques.

L'urgent désengorgement des urgences :

Les urgences sont un entonnoir qui récupère tous les problèmes non traités ailleurs.

Pour éviter la saturation des urgences :

- . Obligation de faire une garde toutes les 6 semaines pour les médecins généralistes de moins de 55 ans, une nuit ou une journée le week-end. La journée de récupération sera payée par la sécurité sociale. Les actes réalisés la nuit seront facturés par le médecin : un avantage pour eux mais une grosse économie sur les urgences où chaque patient est facturé 250 euros.
- . Afin de désengorger les urgences, meilleur remboursement de certains soins pour les généralistes comme la réalisation de points de sutures ou de plâtres pour des membres cassés qui ne sont plus réalisés chez le médecin, car non rentable.
- . Recrutement des internes et des médecins nécessaires pour les urgences alors que l'hôpital n'en recrute plus depuis longtemps.
- . Surprise : la fin de la tarification à l'acte aidera au désengorgement des urgences ! A cause de la tarification à l'acte et du manque d'argent, l'hôpital fait passer aux urgences beaucoup de patients qui devraient directement aller dans d'autres services de l'hôpital : chaque urgence admise est tarifée à la sécurité sociale 250 euros et rapporte beaucoup à un hôpital en manque d'argent !

Embaucher du personnel, remotiver les médecins et les infirmières et rouvrir des hôpitaux à taille humaine :

Pour que les infirmières ne partent pas au bout de sept ans comme aujourd'hui, avec un gros gaspillage d'argent en formation, le gouvernement assumera une amélioration de leur salaire à court terme et à moyen terme afin que les infirmières restent en poste. Augmentation des salaires de 10 % la première année et objectif de 10 % de plus les deux années suivantes, prime de logement pour les grandes villes, augmentation du nombre de postes pour une charge de travail raisonnable, meilleure organisation, management plus humain et moins de bureaucratie.

Revaloriser le salaire des internes de 10 % pour le modique coût de 70 millions d'euros.

Des chambres à l'hôpital seront réservées pour que les soignants puissent dormir pendant les gardes de nuit. C'est essentiel pour eux.

Avec 35 % d'administratifs en France contre 22 % en Allemagne dans les hôpitaux et les économies sur la bureaucratie, c'est 100.000 postes d'infirmières qui peuvent être financés remplaçant 100.000 administratifs en surnombre.

Réouverture de petits et moyens hôpitaux dans les zones rurales, fin du gigantisme hospitalier qui ne fonctionne pas et est inhumain pour le personnel et les patients.

Réouverture de lits grâce aux économies faites et surtout embauche d'un nombre suffisant de médecins pour soigner les malades.

- Coût de 1 milliard d'euros pour les hausses de salaires des infirmières.
- 20 % d'infirmières en plus compensé par la réduction du personnel administratif.

Une médecine de ville au niveau :

Grâce au quasi doublement du nombre d'étudiants en médecine avec une durée des études plus courte de 2 ans, le nombre de médecins sera enfin suffisant. La médecine de ville de premier recours est essentielle et peu couteuse, elle donnera lieu à des économies sur les frais de santé. Revaloriser les actes à domicile des médecins généralistes amènera par exemple des économies, évitant l'hôpital au patient et des transports en ambulance.

La liberté de prescription des médecins et le secret médical seront complètement rétablis.

Le médecin de ville perd 20 % de son temps à gérer de la paperasse liée à un contrôle excessif de la sécurité sociale. C'est par exemple le contrôle sur les médicaments coûteux ou des bons de transport très longs à remplir... Ce gain de temps administratif sera réalisé par des contrôles à postériori avec des sanctions pour les fraudes et les abus et non des paperasses qui font perdre du temps aux médecins.

La chasse à la fraude sociale et aux gabegies permettra d'économiser 35 milliards d'euros !

Le budget de l'assurance maladie est de 260 milliards d'euros pour un déficit de 11 milliards d'euros en 2023.

Il faut supprimer l'AME qui donne aux immigrants illégaux l'accès à tous les soins gratuitement pour passer à une aide médicale d'urgence, l'AMU. Economie de 1 milliard d'euros.

Il s'agit de faire une chasse impitoyable à la fraude sociale en s'inspirant des méthodes proposées par Charles Prats (5 millions de cartes vitales en trop) et Bernard Caron.

La lutte contre la fraude sociale est un gros gisement d'économie pour la sécurité sociale (entre 25 milliards d'euros selon Bernard Caron ex président de l'ACOS et 50 milliards d'euros pour Charles Prats). Tablons sur 35 milliards d'économies. Cela redonnera beaucoup de moyens pour le plan global de santé publique et au-delà.

Il faut établir une force commando pour aller traquer toutes les fraudes actuelles.

Eliminer les 5 millions de cartes vitales en trop : renouvellement en 2 ans de toutes les cartes vitales et désactivation des anciennes. Les cartes vitales avec photos seront établies avec des documents officiels vérifiés et en face à face pour tous les dossiers présentant des risques de fraude. En effet, la fraude aux faux documents pour obtenir un numéro de sécurité sociale est la mère de toutes les fraudes selon Charles Prats. Par misérabilisme, les directeurs des organismes de la sécurité sociale laissent faire la fraude sociale ou la combattent de manière minimale.

Aucune prestation sociale ne sera versée avec de simples déclarations sur l'honneur, sans document officiel, le face à face sera rétabli pour la revue des dossiers. La fraude sociale sera considérée comme un vol avec les sanctions lourdes qui s'y appliquent, le nombre de contrôleurs de la fraude sociale sera augmenté et ils auront des moyens de la débusquer. Les documents

officiels seront contrôlés strictement et les dossiers avec des faux très probables seront rejetés. Un fichier des personnes ayant fraudé sera consultable par tous les organismes de sécurité sociale.

Les gains faits sur la fraude sociale permettront de mieux rembourser les soins des Français, d'augmenter le personnel de santé et le nombre d'hôpitaux ruraux.

Les hôpitaux auront l'interdiction stricte de soigner des étrangers ayant une maladie longue et coûteuse qui viennent en France avec des visas afin de se faire soigner et gratuitement ! Ils seront renvoyés chez eux pour faire leurs soins : il est inenvisageable de soigner des gens n'ayant pas contribué quand l'hôpital n'arrive pas à soigner les Français qui ont contribué.

Les médicaments et les vaccins.

Grâce à la lutte contre la fraude sociale, les Français bénéficieront de meilleurs remboursements pour les soins essentiels.

La France est en proie à des pénuries de médicaments essentielles qui durent depuis des années. Pour arrêter la pénurie de médicaments, il faut relocaliser leur production en France :

Il sera décidé par le ministère de la santé une hausse de 20 % du prix d'achat des médicaments essentiels qui coûtent peu cher, 7 euros pour l'azithromycine par exemple, afin qu'il soit rentable de les fabriquer en France (coût de 1 milliards d'euros). La France gagnera de l'argent car le coût de 1 milliards d'euros est deux fois compensé par les impôts et taxes sur l'activité et les salaires versés en France ! Préférence nationale : les médicaments fabriqués en France seront les médicaments prioritairement achetés par les Français. Afin que les fabricants de médicaments relocalisent l'activité, meilleur remboursement pour les médicaments fabriqués en France et création d'une entreprise publique du médicament dirigée par un patron reconnu du secteur privé.

Repositionnement de médicaments éprouvés, peu chers : ces médicaments (exemple l'ivermectine) peuvent servir à d'autres usages, avec peu d'effets secondaires et un prix bas. Le ministère de la Santé financera par l'argent public des recherches pour tester ces molécules pour d'autres usages et de nouvelles maladies. Economies importantes en perspective.

L'agence nationale de la santé et du médicament (ANSM) est aujourd'hui considérée comme corruptible voire corrompue. Pour casser la chaîne de corruption, les spécialistes capables d'évaluer les médicaments seront tirés au sort sur une liste (les chefs de service de pharmacologie des hôpitaux et quelques spécialistes de la pathologie). Les personnes seront choisies pour 2 ans et ne travailleront pas avec des laboratoires privés. Elles seront rémunérées pour ce travail supplémentaire. Elles évalueront avec soin tous les documents des médicaments très chers que valide aujourd'hui l'ANSM : ces médicaments hors de prix n'offrent parfois pas d'avantage thérapeutique. La décision finale d'approbation d'un médicament à l'ANSM sera faite par un collège de chefs de service de pharmacologie qui ne perçoivent aucun argent des fabricants de médicaments et de médecins généralistes et spécialistes tirés au sort et rémunérés pour ce travail. De meilleurs soins en n'autorisant pas des médicaments chers, inefficaces, parfois dangereux et beaucoup d'économies en perspective pour l'assurance maladie.

Pour mettre fin à la corruption, le choix des hôpitaux rémunérés par les laboratoires pour les essais de nouveaux médicaments, la source de la corruption actuelle, ne pourra être fait que par tirage au sort et avec une rémunération supplémentaire du personnel par l'État. L'Etat et l'hôpital toucheront du laboratoire pharmaceutique un dédommagement pour le travail réalisé.

Les académies de médecine, de chirurgie, les sociétés savantes seront financées uniquement par les cotisations des professionnels et non par Big Pharma ou par l'État afin d'éviter des conflits

d'intérêt aujourd'hui évidents. Toutes les personnes y travaillant devront signer tous les procès-verbaux de décision avec les votes consignés, et ces sociétés savantes ne pourront que proposer et non imposer des solutions de traitements et d'interventions chirurgicales.

Les vaccins.

Comme le propose le ministre de la santé américain Robert Kennedy Jr., il faut absolument arrêter les vaccins à ARN messager qui ont causé nombre d'effets secondaires toxiques lors du covid. Il ne faudra les autoriser un jour que si la technologie évolue et si l'innocuité est sérieusement prouvée.

Aucun vaccin actuel n'a vu son efficacité et ses risques testés dans un essai en double aveugle contre placébo, ce qui est complètement fou. Un vaccin est donné à une personne en bonne santé ce qui impose, plus encore que pour les médicaments, son innocuité. Il y aura obligation formelle de tester l'efficacité des nouveaux vaccins comme le sont les médicaments avec tests des effets secondaires contre placébo réel.

Aujourd'hui les petits Français reçoivent 11 vaccins obligatoires soit 18 injections avant l'âge d'un an. Il n'y aura plus d'obligation vaccinale pour les enfants comme c'est le cas dans 15 pays de l'Union Européenne.

La logique de ce projet est de former suffisamment de médecins et d'infirmières, d'avoir suffisamment de lits d'hôpitaux, des soins et des médicaments de meilleure qualité, sans pénuries car souvent fabriqués en France, et sans dépenser d'argent supplémentaire. Redresser le pays ne coûte pas forcément d'argent si l'on éradique la bureaucratie inutile et les sources de corruption.

Résumé des mesures : éradiquer la bureaucratie administrative (ARS et autres agences). Fin de la bureaucratique tarification à l'acte à l'hôpital et fin des superstructures inutiles pour faire des économies substantielles, former deux fois plus de médecins et plus vite (deux à trois ans d'études en moins), embaucher des infirmières et augmenter fortement leurs salaires grâce aux économies réalisées sur la bureaucratie, rouvrir des lits et des hôpitaux à taille humaine, en finir avec la maltraitance des infirmières, des étudiants en médecine et des médecins à l'hôpital, lutte drastique contre la fraude sociale (35 milliards d'économies), relocalisation massive de la production de médicaments grâce au remboursement différencié, test des vaccins contre placebo et fin de l'obligation vaccinale, mesures fortes contre la corruption médico-administrative coûteuse pour les finances publiques et notre santé.

Coût pour l'État : 70 millions d'euros, les économies compensant les nouvelles dépenses. Les 35 milliards d'économies sur la fraude sociale et les 1 milliards d'économies sur l'AME seront classées dans le chapitre économie.

Chapitre VII

Economie : permettre aux Français de vivre dignement et à la France d'être une puissance.

Les constats.

Quand Macron accède à la présidence, les 500 plus riches Français ont une fortune de 20 % du PIB. Cinq ans plus tard, en 2022, les 500 plus riches ont une fortune de 45 % du PIB. Ce n'est pas qu'ils se sont enrichis en enrichissant le pays, ils se sont enrichis alors que le pays s'appauvrisait, ils se sont enrichis aux dépens du pays.

Tout notre système économique tourne depuis longtemps pour les grandes entreprises multinationales qui font fabriquer leurs produits par les salariés les moins bien payés dans le monde et nous revendent leurs marchandises au prix fort, tout en encaissant des dividendes de plus en plus gras. Pendant ce temps, les petites entreprises produisant en France crèvent de la concurrence déloyale. Macron a apporté la touche finale à ce système en baissant massivement tous les impôts et taxes qui touchaient ces 500 familles les plus riches et leurs entreprises et en reversant des milliards d'aides publiques à ces très grandes entreprises, qui les ont ensuite reversés en dividendes. La France est un des pays du monde où les dividendes sont les plus élevés. Il y a une volonté d'enrichir les dirigeants au détriment du pays en construisant une dette détenue par des personnes qui grâce à cette dette publique font pression pour faire taire la population tout en la faisant payer. Et ne comptez pas sur les médias pour dévoiler et critiquer ce système d'enrichissement aux dépens du pays, les médias leur appartiennent.

Le système économique actuel, le capitalisme mondialisé et financiarisé choisi et imposé par la classe dirigeante à la population a dévasté l'économie française : désindustrialisation, déficit commercial important, déficit et dette publique au plafond, record de faillites d'entreprises, appauvrissement des Français, services publics détruits ou vendus aux puissants. Les hommes sont asservis par l'économie qui elle-même est asservie par la finance. C'est un phénomène déshumanisant et profondément pervers, d'où la dépression collective qui s'empare de la France et des autres pays occidentaux.

L'industrie est le cœur de la prospérité d'un pays. Il est logique que la désindustrialisation et les délocalisations aient fortement appauvri le pays et les Français ; ses causes sont connues : le libre-échange avec les pays à bas salaires, l'euro trop cher, les normes byzantines édictées par la bureaucratie européenne et nationale, l'énergie chère... L'Union Européenne a imposé et rendu impossible à modifier par la démocratie française tous ces mécanismes destructeurs : libre-échange, euro trop fort, financiarisation, bureaucratie européenne et normes excessives, énergie chère, concurrence déloyale, destruction des services publics, flux d'immigration massifs et couteux. La sortie de l'UE et de l'euro est une nécessité et un préalable à la reconstruction du pays. Remarquons que la folie, c'est de rester dans l'UE et l'euro et non d'en sortir.

Tout a été fait pour les banques et les grandes entreprises (aides, exonérations fiscales...). Au contraire, les petites entreprises sont sacrifiées par la bureaucratie française et européenne, et pâtissent de charges trop élevées et de normes trop complexes. La finance et les multinationales sont tellement gavées d'argent par ce système, qu'elles ont pris beaucoup de pouvoir, trop de pouvoir, ce qui menace la démocratie. Voilà pourquoi il est impératif de favoriser les petites entreprises et plus généralement la petite propriété détenue par les Français à la fois pour des questions de justice, d'équilibre des pouvoirs et de maintien de la démocratie.

Le chômage rode, les salaires sont écrasés par la concurrence de pays à bas salaires et les flux d'immigration, les Français n'arrivent plus à vivre dignement de leur travail au point que certains salariés vivent maintenant dans leur voiture ou dans une caravane et n'ont plus les moyens de nourrir correctement leurs enfants.

Conséquence de l'appauvrissement collectif, du gaspillage de l'argent de l'Etat, de la corruption et du manque de croissance, les impôts et taxes sont très élevés. Les normes bureaucratiques et la

paperasse sapent la création de richesses et les petites entreprises. La fraude sociale et la fraude fiscale font encore augmenter les impôts et taxes de ceux qui paient leur dû. La dette publique très élevée engendrée par l'appauvrissement général est conçue comme une épée de Damoclès sur la tête de la France, commode pour faire obéir le peuple et lui imposer de détruire le modèle social issu du Conseil National de la Résistance. Un bon gouvernement sait faire baisser la dette publique sans sacrifier le pays mais les médias du service public et les médias appartenant aux milliardaires ne vous en parleront jamais. En 1945, la dette publique est de 200 % du PIB et l'économie française est détruite ; sans augmentation des impôts et malgré la création de la sécurité sociale, la dette publique est ramenée en 1973 à 7 % du PIB !

Parce que l'économie est le fondement de la puissance d'une Nation, y compris de la puissance militaire, parce que l'économie assure la survie au jour le jour de tous les Français, il est essentiel de redresser l'économie française. L'économie n'est pas « l'intendance », c'est la clé de la puissance.

Un autre monde est possible : une économie qui cesse d'enchaîner la majorité des Français dans l'injustice, le malheur et la perversité, et paie correctement le travail, un travail bien fait qui fait partie de l'ADN de la France. Le général de Gaulle nous a montré la voie d'une économie qui prospère et rend la France puissante tout en profitant à tous les Français, qui remet la valeur travail au centre du jeu, il s'agit de s'inspirer de ce modèle économique et de l'adapter au monde d'aujourd'hui. Un modèle qui n'est ni issu de la droite d'argent, ni issu de la gauche collectiviste.

Quelles solutions pour redresser l'économie française ?

Le problème majeur de la France est la destruction de son industrie, qui est le cœur de la prospérité d'un pays. Relocaliser, réindustrialiser est donc une priorité.

L'objectif est de favoriser un modèle économique basé sur le plein emploi qui mette en avant la valeur travail, d'un travail correctement payé. Il est nécessaire d'enclencher une dynamique positive de hausse des salaires, de fin de la précarité et de travail bien fait.

Pour changer de politique économique, il faut absolument sortir de l'UE.

Comme nous l'avons dit précédemment , tant que la France reste dans l'UE, elle devra subir les politiques toxiques de l'UE, sur le libre-échange, l'énergie chère, l'industrie, le niveau de la monnaie, les normes byzantines.

Sortir de l'Union Européenne est absolument nécessaire, pour reprendre la main sur notre monnaie, notre budget, rétablir une politique protectionniste, une politique industrielle et énergétique, supprimer les normes byzantines, en un mot pour sortir du marasme.

Un grand programme d'économies sans larmes.

Les dépenses excessives de l'État sont devenues un fardeau qui ponctionne excessivement les Français et entrave l'activité économique.

Voici un plan d'économie, sans larmes pour les Français, de 105,5 milliards d'euros. L'argent économisé sera utilisé pour réduire le déficit public et baisser les impôts et taxes des Français.

. La sortie de l'UE permettra d'économiser la contribution nette de la France à l'UE **soit 10 milliards d'euros par an (la France paie 25 milliards d'euros et en reçoit 15)**.

. La suppression du mille-feuille administratif permettra d'économiser **7 milliards d'euros**: suppression des Régions, des communautés d'agglomération, des communautés de commune¹⁵. La masse salariale des régions, c'est 4 milliards d'euros¹⁶ ! Pour les projets de transport en commun, une agence de transport suffit. Il restera donc un triptyque administratif simple et efficace : l'État, les départements et les communes.

. Récupérer **6,5 milliards d'euros** sur les flux d'immigration : 2 milliards d'euros sur les aides aux 130.000 demandeurs d'asile (asile réduit à l'asile politique). Pas de minimum vieillesse pour les étrangers qui immigrerent en France et qui n'ont pas cotisé : économie de 700 millions d'euros. Suppression du RSA pour les étrangers après un délai de 6 mois pour se retourner : 1,8 milliards d'euros. Division par deux des 400.000 étudiants étrangers : 2 milliards d'euros. C'est un minimum et l'arrêt des flux d'immigration permettra d'économiser beaucoup plus d'argent.

. Réduction de l'aide publique au développement de **4 milliards d'euros** sur 14 milliards d'euros, montant d'aide que la France ne peut plus se permettre.

. Lutte contre la fraude sociale pour la réduire de **35 milliards d'euros** comparés aux 50 milliards d'euros estimés par le magistrat Charles Prats et les 25 milliards estimés par Bernard Caron ex dirigeant de l'ACCOS.

. Lutte contre la fraude fiscale pour la réduire de **30 milliards d'euros** et notamment le carrousel de TVA permis par le droit européen mal foutu sur la TVA communautaire (plus de 10 milliards d'euros).

. Les agences et autres Instituts Théodule coutent 80 milliards d'euros par an¹⁷. Faire un audit complet des agences de l'État comme les ARS, la CRE, l'ONPV, le Conseil économique et social, les CESER afin de fermer toutes les agences inutiles. Economies minimum de **8 milliards d'euros**. S'il y a plus d'économies possibles, ce sera tant mieux.

. Audit complet des subventions aux associations qui coûtent 50 milliards d'euros par an¹⁸ pour faire un grand ménage. Les associations sportives, scolaires, culturelles seront préservées. Les subventions aux associations qui sont des coquilles vides pour les copains seront supprimées. L'État n'a pas à payer pour créer des ONG qui n'ont aucun soutien populaire. Suppression des subventions de l'État aux associations wokistes et immigrationnistes. Economies minimum de **5 milliards d'euros**. Les ONG financées par l'étranger devront le dévoiler dans un registre comme aux États-Unis¹⁹ et le dire à chaque intervention publique.

. Mesures diverses : revoir les retraites des élus pour qu'elles soient équivalentes à celles des Français ; le cumul des retraites permet de soutirer à l'État des retraites trop importantes comme les retraites de 16.000 euros de François Hollande²⁰. Suppression du régime des anciens présidents (chauffeur, secrétaire, bureau)... Réduire drastiquement l'appel aux cabinets de conseil.

Relocaliser, réindustrialiser.

Le tissu productif français est très abîmé et doit être reconstruit, comme après une guerre. Toutes les mesures pour réindustrialiser notre pays et relocaliser seront prises.

¹⁵Pour les communautés de commune existantes, les habitants trancheront par référendum.

¹⁶<https://www.igf.finances.gouv.fr/files/live/sites/igf/files/contributed/Rapports%20de%20mission/2024/Masse%20salariale%20et%20achats%20des%20collectivit%C3%A9s%20territoriales.pdf>

¹⁷ <https://www.lejdd.fr/economie/linfographie-du-jdnews-argent-public-ces-agences-dEtat-trop-couteuses-151359>

¹⁸ <https://www.ifrap.org/budget-et-fiscalite/plus-de-23-milliards-de-subventions-publiques-aux-associations-par-et-quasi-pas-de-controle>

¹⁹ <https://www.hatvp.fr/lobbying/actualites/le-foreign-agents-registration-act/>

²⁰ https://www.francetvinfo.fr/vrai-ou-fake/desintox-non-francois-hollande-ne-touchera-pas-11-000-de-retraites_5658278.html

Des droits de douane seront mis en place pour faire du protectionnisme intelligent, pays par pays, comme le fait Trump aux États-Unis : l'objectif sera l'équilibre légitime de la balance commerciale avec chaque pays. Aucun pays ne peut décentement reprocher à la France de demander à ce que les échanges commerciaux soient équilibrés, à moins d'être dans une mauvaise foi patente.

La commande publique sera réservée aux entreprises françaises (sauf prix 25 % plus bas). La commande publique permettra de développer les PME industrielles françaises avec une préférence juridique marquée, un *Small Business Act* inspiré des États-Unis.

Baisser massivement le prix de l'énergie pour que l'industrie puisse à nouveau produire et relocaliser en France : division par 2 du prix de l'électricité grâce à la sortie du marché européen de l'électricité et baisse des prix du gaz grâce aux achats de gaz à la Russie.

La sortie de l'euro sera utilisée pour faire baisser le taux de change du franc et rendre plus intéressant de produire en France que d'importer de l'étranger.

Sur l'étiquette de tous les produits vendus, la mention « fabriqué en France » (ou en Chine, Turquie...) obligatoire et lisible, sera imposée pour que les Français puissent faire le choix d'acheter français et sachent ce qu'ils achètent.

Instaurer un commissariat au plan comme celui des Trente Glorieuses permettra de développer progressivement grâce à la commande publique ciblée les filières stratégiques qui ont été détruites. Reconstruire des filières perdues comme l'électroménager ou les médicaments de base. Reconstruire les filières faibles de l'industrie de défense par la commande publique sera un autre enjeu (drones, fusils...).

Des prêts à l'investissement bonifiés par l'État permettront d'aider la relocalisation d'activités industrielles. Le taux d'impôt sur les bénéfices des entreprises sera abaissé pour les bénéfices réinvestis et remonter sur les bénéfices distribués afin qu'investir soit plus intéressant que de distribuer des dividendes. Cette mesure sera neutre pour l'argent public.

Mettre la finance au service de l'économie réelle et non des marchés financiers.

Sortir de l'euro est une nécessité pour que la France soit maître de sa monnaie, indépendante et souveraine, et surtout maîtrise le secteur de la finance et de la banque. Avec la sortie de l'euro et le nouveau franc, la dette privée et publique ayant été émise en droit français sera automatiquement rebasculée/ remboursée en franc français. C'est toujours la règle juridique qui s'exerce partout dans le monde, règle connue sous le nom de *Lex Monetae*.

Grâce à la fin de la loi de 1973 et à la sortie de l'euro, l'État français pourra emprunter directement à la Banque de France en cas de besoin. Le simple fait de rendre cela possible permet à l'État de ne plus être sous la coupe des banques et des marchés financiers, et de maîtriser le coût de son endettement. Avec l'État qui reprend en main la Banque de France, ce sont les banques qui sont indirectement dépendantes de l'État pour leur financement quotidien par la BDF, et non l'inverse.

La Banque de France aura un objectif de croissance et d'inflation, et pas seulement un objectif d'inflation comme aujourd'hui, ce qui est particulièrement stupide.

La finance sera mise au service de l'économie réelle et non des marchés financiers : la Banque de France imposera aux banques de mettre plus de fonds propres de côté pour les prêts aux acteurs du marché financier que pour les prêts aux entreprises de l'économie réelle, dirigeant ainsi globalement l'épargne vers l'économie productive.

La planification énergétique.

Objectif : une énergie abondante et à un prix accessible au service des Français et de l'économie française.

Conclure des accords gaziers à long terme avec les pays producteurs dont la Russie pour avoir des prix stables et bas.

EDF sera à nouveau dans une logique d'entreprise publique. Sortie du marché européen de l'électricité afin de diviser par deux les prix de l'électricité : l'électricité produite à 6 centimes le kWh est aujourd'hui revendue 24 centimes par kWh ! Son prix sera de 12 centimes par kWh.

Arrêter tout développement subventionné du solaire et de l'éolien (300 milliards d'euros d'investissements sont prévus sur 10 ans ce qui ferait doubler nos factures d'électricité !) qui n'ont plus aucune utilité en France : l'électricité est déjà décarbonée à 95% et nous produisons aujourd'hui 20% d'électricité en trop. Qui plus est, cette production intermittente est déjà excédentaire quand il y a du soleil et du vent, et impose de baisser la production nucléaire, d'augmenter la taille du réseau électrique. Tout ceci fait exploser le prix de l'électricité, pour rien.

Les barrages hydroélectriques seront rénovés et leur puissance améliorée.

Le nucléaire est l'avenir de l'électricité. Lancement de gros programmes de recherche pour développer les filières de réacteurs à thorium et de réacteurs à neutrons rapides afin d'utiliser l'uranium 238 : nous aurons alors 2000 ans de combustible stocké en France à notre disposition pour produire l'électricité française²¹ !

Remplacement progressif des trains diesel SNCF par des trains à hydrogène. Recherche et développement sur les avions à hydrogène court courrier pour qu'Airbus conserve son leadership. Ils pourront être imposés pour les vols franco-français avant de conquérir l'Europe. L'écart de prix sera faible avec le kérosène.

Que faire concrètement face à la bureaucratie et aux normes : DPE, ZFE, normes européennes.

Les normes européennes complexes et mal rédigées occasionnent des coûts énormes pour les ménages et les entreprises. Un grand ménage sera fait au moment de la sortie de l'UE.

Fin des ZFE qui sont des zones de forte exclusion sociale. Fin des DPE, catastrophe pour le secteur du logement tout en ayant un impact assez faible sur la consommation d'énergie. Le remplacement des fenêtres simple vitrage, l'isolation des combles et les techniques efficientes resteront aidées si et seulement si les produits sont fabriqués en France.

Reconstruire des services publics de qualité.

Les services publics ont été abîmés par leur libéralisation/privatisation imposée par l'UE (SNCF, EDF, la Poste...).

La SNCF redeviendra un service public unifié à l'état pur, sans concurrence faussée ! Tout le secteur ferroviaire sera regroupé à la SNCF, y compris l'entretien des rails. Le prix des billets sera stable au lieu d'être incompréhensible comme aujourd'hui. Pour favoriser les familles, les trains seront moins chers le week-end que la semaine.

EDF n'aura plus à vendre son électricité aux faux « fournisseurs alternatifs » mais vrais producteurs de facture, des sangsues sur le dos d'EDF afin de redonner de la force et des moyens d'investir à EDF.

²¹ Nucléaire: les réacteurs de 4^e génération pourraient-ils fournir de l'électricité «pendant 2000 ans» avec l'uranium stocké en France ? <https://www.lefigaro.fr/sciences/nucleaire-les-reacteurs-de-4e-generation-pourraient-ils-fournir-de-l-electricite-pendant-2000-ans-juste-avec-l-uranium-stocke-en-france-20220926>

Il s'agit de recruter plus de personnels, correctement formés et payés pour les services régaliens comme la justice et la santé publique. En contrepartie, les agences et comités Théodule inutiles sont fermés.

Nationaliser les autoroutes et baisser de façon importante le prix des péages quand celles-ci redeviennent publiques (entre 2031 et 2036).

Le retour de l'industrie et de l'agriculture, le retour des services publics permettra de revivifier les campagnes et les petites et moyennes villes de France.

Politique démographique

Partout dans les pays riches, la fertilité s'effondre : 0,68 enfant par femme en Corée du Sud, autour de 1 en Chine, Espagne et Italie, 1,6 enfants par femme en France et aux États-Unis.

Le risque de nécrose de la société et d'effondrement du système social causé par la faible natalité est très grave. La France doit avoir une politique familiale solide afin de relancer le nombre de naissances. Les allocations familiales ne seront plus réduites pour les parents en fonction des ressources; des allocations familiales correctes seront données dès le 1^{er} enfant. Les allocations familiales seront réservées aux Français. Les coûts de ces mesures s'équilibreront.

Comment favoriser les petits entrepreneurs et la petite propriété ?

Nous voulons une économie au service de l'homme et une finance au service de l'économie, à l'opposé du système actuel. Le gigantisme économique est en train de détruire la démocratie par l'influence politique immense qu'offrent à des multinationales leur taille et leur carnet de chèque démesuré. La concentration accroît aussi les inégalités et draine l'argent vers les grandes métropoles, loin des provinces.

Le gouvernement doit favoriser autant que faire se peut la petite propriété. Voici quelques exemples de cette philosophie :

- . La propriété et le capital des entreprises dans certains secteurs sera réservé aux professionnels : cabinets vétérinaires, laboratoires d'analyses médicales, casse automobile, campings seront progressivement déconcentrés, réservés à des entrepreneurs qui y travaillent et interdits aux groupes financiers...
- . Les petits et nouveaux agriculteurs auront prioritairement accès aux terres à vendre.
- . Pour les petits magasins de centre-ville, la TVA sera 5 % plus basse pour les personnes/sociétés ayant moins de 5 magasins en France. Ceci permet de favoriser les entrepreneurs indépendants, la diversité, la créativité. Les grandes chaînes de magasin seront défavorisées avec une TVA légèrement plus forte pour compenser.
- . Les ventes d'entreprise à des groupes donneront lieu à des impôts sur les plus-values plus élevés qu'à des entrepreneurs indépendants pour éviter la concentration toxique des fournisseurs et les hausses de prix pour les clients et entreprises que l'on constate partout.

Quelle politique face à la robotisation qui vient et à l'IA ?

La robotisation de l'industrie est obligatoire du fait de la concurrence internationale. La robotisation dans les services, surtout les services à la personne, et l'IA en direct avec les clients dans les services doit être freinée. Il n'est pas question de permettre aux grandes entreprises de remplacer un service humain par un service déshumanisé. Les magasins n'auront plus le droit de placer des caisses automatiques et de supprimer des postes de caissières : 180.000 emplois sont en jeu.

Nous avons là un programme solide, clair, éprouvé par le passé. Tout sera fait pour favoriser la production française, pour soutenir la valeur travail, d'un travail dignement payé. Ce sont les bases pour retrouver une économie prospère et assurer à la France sa puissance.

Résumé des mesures : Sortie de l'UE pour arrêter le toxique capitalisme financiarisé et mondialisé, un grand programme d'économies sans larmes de 105 milliards d'euros, relocaliser grâce au protectionnisme intelligent, au patriotisme économique, à la commande publique réservée aux entreprises françaises, aux étiquettes obligatoires affichant le ou les pays d'origine (*made in France*). Mettre la finance au service de l'économie réelle grâce à la sortie de l'euro, à la fin de la loi de 1973, aux prêts à la finance de marché défavorisés vis-à-vis des prêts bancaires aux entreprises de l'économie réelle. Planification énergétique et arrêt de nouvelles éoliennes et panneaux solaires subventionnés pour baisser drastiquement le prix de l'énergie. Mettre fin aux normes européennes délirantes et aux ZFE, DPE. Reconstruire des services publics de qualité, renationaliser les autoroutes. Une politique familiale pour que naisse plus d'enfants. Tout faire pour concrètement aider les petits entrepreneurs face aux grandes multinationales, favoriser la petite propriété.

Coût pour l'État : programme d'économies sans larmes de 105,5 milliards d'euros qui sera utilisé pour baisser le déficit public et baisser le niveau des impôts et des taxes.

Chapitre VIII

Arrêter l'écologie punitive. Quelques solutions pour l'avenir.

Le constat.

Préserver le milieu de vie des hommes est une évidence et les Français y sont très favorables, le contraire s'appellerait d'ailleurs un suicide.

Faire muter le mode de vie français vers un mode de vie plus écologique nécessite de l'argent, que ce soit de l'argent des ménages ou de l'argent public car les produits écologiques sont souvent – pas toujours – un peu plus cher.

Prenons l'exemple de l'agriculture. Pour préserver la Nature, les sols, l'eau, notre santé, il n'y a qu'une solution : passer à moyen terme toute l'agriculture conventionnelle, à base de pesticides qui sont des produits chimiques toujours dangereux, en agriculture biologique. Les produits bio coutent à la production entre 20 et 50 % plus chers. Sans argent public ou hausse des dépenses en alimentation des ménages, il est impossible de passer 100 % de notre agriculture en agriculture bio. Or, le déficit public est aujourd'hui élevé et les ménages ont une baisse du niveau de vie marquée, qui se matérialise d'ailleurs en une baisse continue de la consommation de produits alimentaires bio depuis quelques années. Il est donc impossible aujourd'hui de passer de l'agriculture conventionnelle à une agriculture 100% bio.

Le premier devoir d'un gouvernement est de redresser une France au bord de la déroute plutôt que de rajouter des problèmes aux problèmes du pays. Soyons clair, l'endettement public élevé de la France, l'appauprissement des Français rendent nécessaires de prendre un peu de temps pour régler certains problèmes écologiques. On ne fait pas d'écologie dans un pays pauvre. Il faut établir quelques priorités, quelques urgences et s'attaquer ensuite au gros sujet qu'est l'agriculture conventionnelle. Pour cette raison, cette partie est volontairement allégée.

Remarquons aussi que l'écologie imposée aux Français par les gouvernements depuis 10 ans a été une écologie punitive, d'interdiction au lieu d'être une écologie constructive. A cause de cette écologie punitive et de l'entre-soi, nombre de Français ont développé une véritable allergie au mot écologie, il est important de l'avoir en tête. Dans les faits, les élus écologistes d'EELV ont été les pires ambassadeurs et les pires ennemis de la Nature. Quand un gouvernement propose de vraies améliorations pour l'environnement qui sont réalistes, qui amènent de vrais avantages sans être hors de leurs moyens, les citoyens y sont massivement favorables. Ainsi, la suppression du souffre dans les carburants dans les années 80-90, souffre qui était responsable des pluies acides dégradant les forêts, a été très bien accueilli et n'a souffert aucune contestation. Même la suppression des voitures diesel ayant 30 ans et très polluantes dans les villes n'a pas posé de problèmes. Les Français pouvaient la remplacer par une voiture essence d'occasion. La qualité de l'air est aujourd'hui assez bonne dans les villes. S'il y a aujourd'hui des alertes à la pollution de l'air dans les grandes villes, elles sont le plus souvent dues aux centrales au charbon allemandes et polonaises lorsque le vent vient de l'Est. Les ZFE, zones de forte exclusion sociale, qui imposent la fin de circulation de la voiture des classes moyennes et populaires, le tiers du parc automobile, n'est plus de l'écologie, c'est du sadisme écologique et administratif. Cette mesure est injustifiée car ces voitures polluent assez peu et car les Français n'ont pas les moyens d'acheter une voiture peu polluante à 30.000 euros ! Les ZFE doivent être supprimées. En matière écologique, il faut avoir du discernement. Améliorer la qualité de l'air a des limites : vouloir un air parfaitement pur nécessite d'arrêter toute l'industrie, les transports et le BTP, de ramener la France au néolithique. C'est irréaliste. Un gouvernement responsable doit donc chercher à améliorer les choses sans être jusqu'au-boutiste, ce que sont les écolos bobos pour lesquelles l'écologie est une idéologie et un signalement de vertus, non un projet pour un pays. Ce discernement nécessaire est vrai pour à peu près tous les sujets écologiques. La qualité de l'air

en France n'est plus un sujet majeur imposant des mesures drastiques. De la même manière, interdire au nom de la qualité de l'air les feux de cheminée, des traditions et plaisirs immémoriaux, relève plus du jusqu'au boutisme que de l'écologie.

Toutes les normes écologiques excessives doivent être revues et retirées si elles sont irréalistes. Ainsi, les DPE retirent un nombre de logements sans cesse plus importants parce que les logements consomment un peu trop d'énergie ou émettent un peu trop de particules fines (feux de cheminée et bientôt poêle à bois pas assez récent interdits). Cette mesure pose problème : elle empêche nombre de Français de se chauffer, de se loger, de vendre leur logement. Elle est en train de détruire le marché du logement alors même que les économies d'énergie sont souvent faibles. Abandonner les DPE est une nécessité.

L'écologie a été salie et instrumentalisée par les gouvernements mondialistes ; leur objectif est clair, il s'agit pour une caste dont le pouvoir est en danger de conserver coûte que coûte leur mainmise sur la société en utilisant l'écologie pour faire passer nombre de privations des libertés fondamentales sans rapport avec la protection de l'environnement. Que disait le patron du Forum Economique Mondial, association d'entreprises multimilliardaires recevant tous les grands dirigeants politiques et économiques à Davos chaque année : « Vous ne posséderez rien et vous serez heureux ! ». Quoi de mieux qu'instrumentaliser la fin du monde et la Nature que chacun aime pour imposer des privations de liberté (la fin de la propriété et le tout locatif, des limites de consommation de CO₂ donc de viande ou d'essence inscrites dans notre carte bleue ont été évoqués maintes fois), imposer des instruments de contrôle de plus en plus resserrés (identité numérique), des villes de 15 minutes où nous ne pourrons sortir de notre périmètre de 15 minutes que quelques fois par an, de la censure et *in fine* imposer un crédit social à la chinoise au nom de l'écologie. Une forme de dictature numérique qui permet à un gouvernement aux abois de vous couper en un clic tous vos moyens de paiement (monnaie numérique), vos possibilités de vous connecter à Internet et de vous déplacer, de voyager si vous êtes trop vénérable avec la politique du gouvernement (identité numérique). Cela a tout à voir avec le totalitarisme, cela n'a rien à voir avec l'écologie.

Dernière chose importante : contrairement à ce que disent bêtement beaucoup d'écologistes, l'énergie n'est pas le sujet urgent de la politique écologique. En utilisant des réacteurs nucléaires de 4^e génération utilisant l'uranium 238, le monde dispose d'assez d'uranium pour produire 2000 ans de consommation mondiale d'énergie. Mieux, la fusion nucléaire et l'énergie illimitée par la transformation de la matière en énergie avec la loi Énergie=masse multipliée par la vitesse de la lumière au carré semble s'approcher à grand pas. Nous aurons besoin de beaucoup d'énergie pour tout recycler, mieux produire, ceci est donc une bonne nouvelle. L'écologie n'est pas la réduction de toute consommation d'énergie, elle est la réduction de la consommation des énergies sales comme le charbon et peut-être dans le futur les autres énergies fossiles. Rendre l'écologie punitive, maximaliste, religieuse est le meilleur moyen de faire échouer la nécessaire transition écologique : non, nous ne sommes pas à deux doigts de l'apocalypse, ce n'est pas « le moment de faire pénitence pour sauver notre âme » pour paraphraser les paroles de certains.

Voici quelques solutions dans un chapitre volontairement réduit.

Énergie.

Investir sur l'énergie nucléaire sur le long terme avec le développement des réacteurs à thorium ou à uranium 238 (centrales dont le cœur ne peut par définition pas s'emballer et provoquer un accident nucléaire), uranium 238 dont nous avons en France des stocks disponibles immenses. Avantage supplémentaire, ces centrales ne risquent pas d'accident nucléaire extrême (la fusion du combustible) et peuvent brûler les déchets nucléaires.

Investir sur la production d'hydrogène au début à petite échelle à partir de notre électricité nucléaire ou renouvelable. Développer l'utilisation d'hydrogène pour les transports, d'abord pour remplacer les trains diesel et développer des avions court courrier Airbus A320 à hydrogène. La différence de prix pour un billet d'avion de 600 km est de l'ordre de 10 euros. Nous pourrons les utiliser en France avant de les vendre en Europe et ailleurs. C'est un projet d'avenir qui nous permet aussi de prendre de l'avance sur une technologie du futur.

Investir aussi progressivement sur la fusion nucléaire, promesse d'une énergie infinie.

Agriculture.

Il n'y aura pas d'agriculture écologique en France s'il n'y a plus d'agriculteurs. Il s'agit donc d'abord de sauver nos agriculteurs (cf. programme agriculture). Faire évoluer l'agriculture pour la rendre à terme complètement respectueuse de l'environnement sera aussi un de nos plus grands défis. Nous avons démontré à la fin du chapitre agriculture comment il est possible de passer à moyen terme à 100 % d'agriculture biologique.

Les déchets.

L'économie industrielle occasionne des pollutions multiples. Les réduire est un sujet majeur pour la santé des Français et pour la Nature.

Occupons-nous correctement de nos déchets et tout particulièrement de nos déchets plastiques.

La gestion des déchets par poubelles différencierées demande beaucoup d'effort aux Français pour de faibles résultats : ainsi, un tiers du plastique finit dans les décharges et se dégrade en microplastiques faute d'incinérateurs pouvant être peu polluants (filtration des fumées) et générant de l'énergie. A cause d'additifs multiples nécessaires à leurs qualités respectives, les plastiques sont difficiles à recycler et ne seront jamais 100 % recyclables. Assumons-le. La règle doit être simple pour être efficace: tous les plastiques doivent être soit recyclés soit incinérés. Tous les incinérateurs nécessaires équipés de filtration de la fumée seront donc construits pour arrêter la pollution aux microplastiques.

Il est nécessaire de passer à un tri simple et à trois poubelles par logement : une pour les déchets alimentaires, une pour tous les déchets recyclables (métal, verre, bois, plastique, papier etc.), une petite poubelle noire pour ce qui ne peut pas être recyclé aujourd'hui. La poubelle noire sera dans l'idéal éliminée à terme. Les déchets alimentaires seront recyclés pour faire du compost, de la terre. Les déchets recyclables seront soit recyclés en nouvelle matière (métal, verre, plastique, papier) soit recyclés en énergie par incinération (bois, plastique, papier) pour en récupérer l'énergie. Le tri sera simplifié, la vie des Français le sera aussi. Avoir une poubelle avec tous les déchets recyclables permet un tri automatisé et finalisé à la main.

Dans la période exceptionnelle que vit la France, où le pays est au bord de l'effondrement, où des ménages sont proches de l'effondrement financier, il est nécessaire d'avoir des objectifs écologiques raisonnables. Quand la France se sera relevée grâce à la résistance de son peuple, elle saura intelligemment et progressivement relever le défi écologique qui se pose à elle. Les Français ont toujours aimé la Nature et ont toujours vécu en adéquation avec leurs terroirs, nous pouvons nous faire confiance pour imaginer et pour vouloir un avenir qui respecte notre terre.

Résumé des mesures : fin des ZFE et des DPE, la priorité est la lutte contre les pollutions et non économiser à tout prix l'énergie, notamment l'électricité, investir sur le nucléaire de 4^{ème} génération, arrêter toute subvention aux énergies renouvelables, inutiles pour la production d'électricité. Passer des trains régionaux

diesel aux trains hydrogène, développer un A320 à hydrogène pour la France puis l'Europe. Simplifier le tri avec 3 poubelles de déchets (alimentaires, recyclables, non recyclables), faire du compost avec les déchets alimentaires et recycler ou incinérer tous les plastiques.

Coût pour l'État : des économies ! L'investissement sur le nucléaire sera nettement moins couteux que les subventions aux énergies renouvelables prévues.

Chapitre IX

Arrêter les flux d'immigration pour défendre nos mœurs et l'identité française.

Le constat.

Sur ce sujet, l'opinion est fermement établie en France depuis 15 ans : 70 % des Français disent que « notre pays compte déjà beaucoup d'étrangers et accueillir des immigrés supplémentaires n'est pas souhaitable »²². La France subit des flux d'immigration de 500.000 personnes par an soit chaque année l'ajout d'un nombre d'immigrés équivalent à la population d'une ville comme Lyon ! La France peut assimiler des individus, la France ne peut pas assimiler des peuples. L'arrivée de flux d'immigration ininterrompue remet en cause nos mœurs, nos modes de vie, l'identité française. Une partie importante des flux d'immigration venant de pays musulmans, cela crée un problème supplémentaire : le développement d'un islam radicalisé, politique qui est incompatible avec la société française. On rappellera que dans un sondage IFOP de 2019, 41 % des personnes interrogées de confession musulmane se disent d'accord avec l'affirmation « la charia devrait s'imposer sur les lois de République ». L'immigration massive pose un problème civilisationnel.

L'immigration de 500.000 étrangers par an dans un pays où 6 millions de personnes sont inscrites en tant que chômeurs à France Travail pèse sur l'emploi et les salaires, pose un problème de crise du logement (il faut bien loger 500.000 personnes de plus par an) et de crise du système d'éducation avec un nivellement par le bas du système scolaire en raison de la difficulté d'adaptation des nouveaux arrivants (demandez aux enseignants que vous fréquentez ce qu'ils en pensent...). La surreprésentation importante de l'immigration dans les prisons, dans la délinquance et la criminalité pose enfin un problème sécuritaire.

Il est donc nécessaire pour la France d'arrêter les flux d'immigration. Les flux d'immigration ne concernent pas seulement l'Occident. Les pays d'Afrique du Nord subissent aujourd'hui des flux d'immigration de plus en plus importants et déstabilisants et une pression d'associations pro immigration contre l'avis de la population. Il y a de fortes réactions des populations dans ces pays. Cette situation est tout aussi anormale que celle que subissent les Français. Tous les pays du monde ont le droit de défendre leurs modes de vie, leurs mœurs et leur culture.

Rappelons que le droit en matière d'immigration est verrouillé par l'Union Européenne. En conséquence, l'arrêt des flux d'immigration nécessite la sortie de l'Union Européenne et de Schengen afin de retrouver la possibilité de garder nos frontières et de changer le droit migratoire à l'échelle nationale. La sortie de la CEDH est aussi obligatoire, la CEDH imposant à notre justice un droit ultra protecteur pour les immigrés clandestins. La France a ainsi été obligé de garder sur son sol des terroristes étrangers car ceux-ci risquaient de recevoir de « mauvais traitements » dans leur pays.

Les solutions

Comment arrêter les flux d'immigration illégaux ?

En 1960, il y avait 3.500 demandeurs d'asile par an en France contre 130.000 par an aujourd'hui. Le droit d'asile est devenu une véritable filière d'immigration. Le droit d'asile doit être limité à l'asile politique, aux personnes poursuivies pour leurs idées politiques comme c'était le cas en 1960. Remarquons qu'aujourd'hui 30 % des demandes d'asile sont acceptées mais que la France conserve la quasi-totalité des personnes qui demandent l'asile faute d'être capable de les renvoyer.

²² Sondage IFOP 2024 https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2024/10/120531_42-Resultats-283-1.pdf

Avec la sortie de l'Union Européenne et la fin de Schengen, la France pourra surveiller ses frontières nationales, empêcher les migrants illégaux de pénétrer sur le territoire français.

Des garde-frontières devront être déployés aux postes routiers, ferroviaires, portuaires.

Les bateaux des associations (SOS Méditerranée...) transportant les migrants seront suivis par satellite. Si ces bateaux accostent dans un port français, les personnes seront soignées à bord puis renvoyés dans le port sûr le plus proche où auraient dû être débarqués les migrants. Les associations violant le droit de la mer (amener les migrants en France et non dans le plus proche port) seront dissoutes si elles sont françaises et interdites des ports français si elles sont étrangères. La loi devra être et sera changée pour le permettre.

L'État donnera tous les moyens humains et financiers à l'OFPRA et à la CNDA pour traiter rapidement les demandes d'asile. Les demandeurs d'asile passent aujourd'hui en moyenne treize mois en France avant d'obtenir ou de se voir refuser le statut de réfugié. La longueur du jugement permet aux demandeurs d'asile de s'installer en France quel que soit la décision finale. Seules les demandes d'asile politique seront acceptées ce qui rendra les procédures beaucoup plus simples et rapides.

L'État a externalisé à des associations l'aide aux migrants. Ces associations regorgent de personnes immigrationnistes qui donnent aux migrants des astuces juridiques (mentir, déchirer ses papiers...) pour que leur demande d'asile soit illégitimement acceptée. L'État reprendra en main cette aide et supprimera les subventions aux associations d'aide au migrant.

L'AME sera supprimée et remplacée par une aide médicale d'urgence. Quand un tiers des Français renoncent à se soigner faute d'argent, il est anormal que des demandeurs d'asile bénéficient de soins gratuits en France, sauf cas d'urgence. Economies de 1 milliards d'euros.

Concernant les « mineurs isolés » qui coûtent très cher à l'État (2 milliards d'euros par an) et posent de gros problèmes de délinquances et de criminalité, ceux-ci seront renvoyés dans leurs pays d'origine, ils n'ont rien à faire sur notre sol et ils n'ont aucune chance d'aller mieux dans une autre culture que la leur.

Le dernier point crucial est de renvoyer effectivement dans leur pays les demandeurs dont la demande d'asile est rejetée. Certains pays comme l'Algérie ou le Maroc ne délivrent pas les laissez-passer consulaires et refusent leurs ressortissants. C'est un procédé scandaleux. La France livrera un bras de fer total avec les pays refusant de reprendre leurs ressortissants. Ces pays se verront successivement supprimer les possibilités d'obtenir des visas, les transferts de tous les flux financiers de la France vers ces pays (flux d'argent des immigrés vers leur pays d'origine, pensions de retraite payées dans ces pays, aide au développement...), enfin leurs importations seront massivement taxées. Les biens des dirigeants voyous qui refusent l'application du droit international pourront être saisis. Il faut être prêt à aller jusqu'au bout avec ces pays sinon la France ne pourra jamais renvoyer les demandeurs d'asile chez eux. Trump l'a fait avec succès en employant les grands moyens avec la Colombie (menace de taxation élevée des produits colombiens). La France étant hors de l'UE n'aura plus à appliquer la directive retour de l'UE nous empêchant de renvoyer de façon forcée les OQTF la 1^{re} fois (le départ devant être volontaire), la France étant hors de la CEDH pourra aussi renvoyer de façon collective des demandeurs d'asile de la même nationalité. Renvoyer les demandeurs d'asile un par un est ingérable et hors de prix.

Comment arrêter les flux d'immigration légaux ?

L'immigration légale (350.000 titres de premier séjour chaque année) se fait par 3 branches principales : le regroupement familial, les étudiants étrangers, le travail.

Immigration par regroupement familial : mettre fin au regroupement familial qui permet à un immigré de nationalité étrangère de faire venir sa famille, ses enfants ce qui démultiplie l'immigration.

Suppression du droit du sol en métropole comme en Outremer : l'enfant d'une personne étrangère naissant sur le sol français n'aura pas la nationalité française de façon automatique. Le droit du sol donnant la nationalité française à des enfants même si la mère arrive en France juste au moment de l'accouchement permet à toute une famille de rester indéfiniment en France, qu'elle soit arrivée de manière légale ou illégale. Ce n'est pas acceptable.

Etudiants étrangers : 110.000 étudiants étrangers viennent faire leurs études chaque année en France. Il y a 400.000 étudiants étrangers en France en 2024, ce nombre a doublé en 25 ans. Le coût pour la France est de 10.000 euros par étudiants soit 4 milliards d'euros ! Nombre d'étudiants étrangers, d'origine africaine, veulent rester définitivement en France après leurs études. Réduire drastiquement le nombre d'étudiants étrangers, qui devient une filière d'immigration à part entière, est nécessaire. Des quotas d'étudiants étrangers seront décidés par le gouvernement, pays par pays. L'objectif est de diviser par deux le nombre d'étudiants étrangers et de se concentrer sur la venue d'étudiants étrangers d'élite en fin de cursus. Les permis de séjour se termineront lors de la fin des études et ne seront pas renouvelés, obligeant les étudiants étrangers à rentrer chez eux. Ils pourront revenir par la suite pour le travail si les lois françaises le permettent (cas particuliers). Economie de 2 milliards d'euros.

Immigration de travail : selon les chiffres du gouvernement français, l'immigration de travail concerne 50.000 personnes par an. Dans un pays aux 6 millions de personnes inscrites à France Travail, faire venir des étrangers pour travailler en France est une indignité envers les Français. Comme en Suisse, il faudra un permis de travail pour faire venir un étranger pour travailler en France. Ces permis de travail seront réservés aux métiers qualifiés et pourront être délivrés uniquement s'il n'y a pas de Français disponible pour faire ce travail.

Suppression du RSA pour les personnes de nationalité étrangère : un étranger qui ne peut pas subvenir à ses besoins n'a pas à rester sur le sol français en vivant de la charité publique. Un délai de 6 mois sera donné pour qu'ils aient le temps de se retourner. Economies de 1,8 milliards d'euros (300.000 étrangers touchent le RSA, 15% du budget).

Une indemnité de retour de 30.000 euros par étranger voulant retourner définitivement dans son pays sera payée. Il n'y aura pas de retour possible en France pour cette personne.

Immigration pour soin : au nom de l'accueil humanitaire, le gouvernement français a octroyé une possibilité à des étrangers d'immigrer pour se faire soigner gratuitement. Cela sera dorénavant impossible. Il est indécent de faire venir des étrangers pour les soigner quand les Français n'arrivent pas à se soigner.

Lutte contre l'islamisme.

L'islamisme est porté aujourd'hui par les Frères musulmans dans une stratégie d'entrisme bien rôdée. Cette organisation islamiste conservatrice est considérée comme terroriste par plusieurs pays : Égypte, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Jordanie, Russie... La Société des Frères musulmans prône dans le monde occidental, la constitution d'une sorte de contre-société qui substituerait la charia aux lois républicaines. La France doit elle aussi tout simplement interdire les Frères musulmans et toutes les associations proches des Frères musulmans.

Dans les mosquées, les Renseignements Généraux vérifieront que les prêches ne sont pas contraires à nos lois et à la Constitution avec des interférences déplacées du religieux sur le champ politique et temporel : renvoi ou interdiction d'exercer de tout imam prêchant des idées qui

sont en opposition avec les principes fondamentaux français (inégalités hommes-femmes, charia, propagation de la violence ...). Interdiction de financement par un pays étranger des mosquées en France. Les prêches doivent être faits en français, le français étant la langue de la République.

Le port du voile sera interdit aux mineurs.

Toute liste électorale clairement communautariste ou dont le projet est lié, porté par la religion sera interdite en France aux élections municipales et aux autres élections. Cela n'interdit pas les mouvements politiques tels que le parti démocrate chrétien, qui séparent bien le pouvoir spirituel de l'église et le pouvoir temporel de l'État.

Arrêter les flux d'immigration est une volonté partagée par une large majorité du peuple français. Rien n'est possible en restant dans l'Union Européenne qui impose un droit très favorable à l'immigration. Tout devient possible en quittant l'UE et la CEDH, il suffit alors de changer les lois et le droit. Comme de nombreux pays dans le monde, la France restreindra drastiquement les flux d'immigration.

Résumé des mesures : sortir de l'UE, changer le droit pour rétablir des frontières et imposer un droit français pour arrêter les flux d'immigration. Droit d'asile limité à l'asile politique, interdiction des associations comme SOS méditerranée qui violent sans vergogne le droit français, renvoi des mineurs isolés et autres clandestins dans les pays d'origine par un bras de fer avec ces pays. Fin du regroupement familial sauf exception. Suppression du droit du sol. Division par deux du nombre d'étudiants étrangers et retour automatique en fin d'études. Fin de l'immigration de travail, permis de travail à la Suisse limité aux postes qualifiés. Fin de l'immigration pour soin. Indemnité de retour de 30.000 euros par étranger voulant retourner définitivement dans son pays. Lutte contre l'islamisme par interdiction des Frères Musulmans, renvoi des imams faisant des prêches contraires à nos principes.

Coût pour l'État : l'immigration coûte très cher à la France, les estimations sont difficiles mais toutes se chiffrent à quelques dizaines de milliards d'euros. Les économies chiffrées ici ont déjà été prises en compte dans le chapitre économie.

Chapitre X

Affaires étrangères : une France puissance de paix et d'équilibre, respectée et influente.

Le constat.

Le monde est entré dans une ère de bouleversements qui s'annoncent gigantesques : de l'ambition parfois contrariée de Trump de rompre avec la posture de « gendarme planétaire » qui était celle de son pays depuis la Seconde Guerre mondiale, à la montée en puissance de la Chine, de l'Inde, de la Russie et de nombreux pays du « Sud global », en passant par une crise démographique qui va toucher le monde entier à l'exception de l'Afrique, sans oublier bien sûr les vagues migratoires. En bref, le monde tel qu'il fut agencé depuis quelques siècles a commencé à disparaître. La France a besoin d'une politique étrangère indépendante et intelligente.

Or, à la suite de la décision de Nicolas Sarkozy de réintégrer la France au sein du commandement intégré de l'OTAN, la politique étrangère française s'est alignée sur la politique étrangère américaine et l'image de la France sur la scène internationale ne cesse de se dégrader. Après la soumission aux intérêts nord-américains, voici l'ère de la politique spectacle, du « coup de com' » égocentrique de Macron et de son « en même temps ». Il n'y a plus d'axe bien défini, pas de stratégie dans la politique étrangère actuelle, devenue incohérente. Et cela, sans compter les multiples gaffes diplomatiques.

Rien d'étonnant vu que Macron a supprimé le corps diplomatique (le décret du 16 avril 2022 organise l'extinction de deux corps du ministère des Affaires étrangères). Au Quai d'Orsay désormais, la seule règle du copinage prévaut aux dépens de la compétence. La place de la France dans les institutions internationales se dégrade.

Notre gouvernement n'a aucune vision stratégique et se livre à une communication effrénée tout autant que parfaitement creuse plutôt qu'à la mise en œuvre d'une vraie politique étrangère, ce qui conduit à une grave perte de crédibilité. Nous avons perdu tout rayonnement en Afrique, au Moyen Orient, en Amérique latine, en Europe.

La voie suivie actuellement est d'abandonner notre nation au profit du fédéralisme européen et de l'agenda 2030 de l'ONU. La France est particulièrement visée pour ce qu'elle représente, et ses oligarchies dominantes s'appuient sur la puissance d'un appareil idéologico-médiaque puissant et rôdé, pour contrôler l'opinion publique.

Le monde est devenu particulièrement instable. Avec une guerre par proxy en Ukraine, le mondialisme anglo-saxon affronte la Russie de Poutine et, par extension, les BRICS, dont l'influence grandissante inquiète l'Occident. S'y rajoutent le conflit israélo-palestinien avec le risque de l'embrasement du Moyen-Orient, la montée de l'Islamisme radical conquérant, l'invasion migratoire incontrôlée, la commission européenne, omniprésente et omnipotente, la France soumise aux caprices de la technocratie mondialiste.

Notre projet : faire à nouveau entendre la voix de la France dans le monde

Les principes fondamentaux de la politique étrangère de la France

La France entend redevenir une puissance d'équilibre et de paix. Pour être une puissance, la France doit disposer d'une armée forte et d'une dissuasion nucléaire efficace. Elle refuse de s'affilier à un quelconque empire et défend ses intérêts en tant que nation. La France fait tout pour éviter les effets délétères des empires sur l'équilibre du monde. À cet égard, l'explosion de l'État-nation syrien

auquel nous sommes en train d'assister constitue un crime international d'une extrême gravité, pouvant conduire aux désordres les plus graves.

Fidèle à son histoire, la France prône la construction d'un ordre international de type westphalien, c'est-à-dire d'un monde multipolaire de nations libres et souveraines. Elle n'entend pas se poser en ennemie de quiconque et fera jouer sa diplomatie en proposant sa médiation pour apaiser les tensions entre adversaires, partout dans le monde. Elle œuvrera à la réintégration de la Russie dans le concert international des nations, pour mettre fin au contre-productif bannissement qui touche ce pays. Elle lancera enfin un dialogue avec l'organisation des BRICS.

Pour ce faire, la France doit retrouver sa souveraineté nationale. La nation est l'échelon le plus élevé où un peuple peut se reconnaître et faire société : la notion d'empire doit être combattue et rejetée. Le rayonnement culturel et intellectuel de la France doit être préservé et promu : nous devons être source d'inspiration sans imposer nos vues aux autres nations.

La France sur la scène internationale

Le plan d'urgence

Exclure tout alignement systématique sur la position de nos alliés de l'OTAN et refuser toute ingérence étrangère, politique, économique ou culturelle. La France doit développer sa propre politique étrangère en fonction de ses principes et de ses intérêts. Il convient d'ailleurs d'explorer sans préjugé les possibilités d'alliances ou de coopérations multilatérales dans le reste du monde, notamment avec les BRICS, en restant lucide sur les dangers de l'impérialisme économique de la Chine.

Sortir de sa dépendance vis-à-vis des organisations supra-Étatiques visant à lui imposer sa conduite, en particulier :

- . Sortir de l'Union Européenne tout en préservant une coopération bilatérale avec les autres pays membres ;
- . Sortir du commandement intégré de l'OTAN.

Se tenir à l'écart d'opérations de « gendarmes du monde ».

Refuser le principe de sanctions économiques à l'égard de pays tiers. Il est avéré qu'elles n'atteignent pas leurs objectifs tout en affectant gravement la vie des populations.

Renforcer nos capacités de renseignement extérieur et rétablir la qualité professionnelle de son corps diplomatique. Reconstituer un corps diplomatique digne de ce nom, recréer une école de la diplomatie à la Française en s'appuyant sur des anciens reconnus pour former les nouvelles générations de diplomates, sensibilisés aux spécificités locales et régionales, rétablir le lien par l'écoute, le respect et l'équilibre des différentes parties prenantes, servir les intérêts de la France.

Rétablissement la puissance de notre armée conventionnelle et préserver l'indépendance de sa composante nucléaire.

Promouvoir une préférence européenne dans les coopérations et acquisitions en matière de matériels militaires, sur la base de notre intérêt, de la faisabilité projet par projet et surtout de la réciprocité. A cet égard, nous tenons à mettre en garde contre tout projet de coopération avec l'Allemagne qui tend toujours à léser les intérêts français ainsi qu'à piller nos savoir-faire, ce qui n'est pas le cas des projets de coopération avec le Royaume-Uni ou avec l'Italie.

L'action diplomatique concrète

Œuvrer pour un processus de paix non interventionniste dans le conflit russo-ukrainien : la « finlandisation » de l'Ukraine, avec une Ukraine neutre, devenant un pont entre l'Est et l'Ouest, est la seule voie de sortie stable à long terme du conflit entre l'Ukraine et la Russie. Il faut exclure tout envoi de troupes d'interposition, qui empêcheraient ce processus, qui risquerait au contraire de nous conduire à la guerre. Il faut aussi rétablir des relations diplomatiques et économiques avec la Russie.

Proposer notre intermédiation au Moyen-Orient, légitimée par notre histoire dans la région, en maintenant la position gaullienne d'équilibre à l'égard d'Israël et du monde arabe et le principe « deux peuples, deux États ».

Refuser de s'impliquer sans y avoir été invité dans le différend Chine-Taïwan.

Dénoncer les ingérences occidentales dans les processus démocratiques (Géorgie, Roumanie, Serbie, Kosovo, Bosnie-Herzégovine ...).

Rétablissement une coopération avec l'Afrique, sur la base du respect mutuel des intérêts économiques et sur la base d'un arrêt net de la politique migratoire ; valoriser la francophonie.

Redévelopper nos relations avec l'Amérique du Sud, et renforcer plus généralement le dialogue et les coopérations avec les BRICS.

Protéger nos départements et territoires d'Outre-Mer des ingérences étrangères visant à les déstabiliser, en particulier par le développement et la présence de notre Marine nationale.

Diplomatie et politique de défense

Une diplomatie audible et efficace ne peut se concevoir sans une composante militaire forte, appuyée par une dissuasion militaire centrée sur sa composante nucléaire. Le constat est alarmant quant aux capacités humaine et matérielle de nos forces armées à remplir pleinement leurs missions.

Dans ce domaine, l'importance de l'industrie de défense est primordiale. Après le dépeçage organisé par Macron et la vente à des intérêts étrangers de notre industrie stratégique, il faut évoquer la possibilité de procéder à des nationalisations provisoires pour reprendre la main sur des entreprises sensibles et interdire leur session à des intérêts étrangers.

Une remontée en puissance de l'outil industriel militaire et des investissements nécessaires participent à la bonne santé économique de la nation, en essaimant dans le secteur civil des technologies avancées. Il faut donc imposer une préférence française stricte en matière de défense.

Augmentons de 1% du PIB le budget des armées. Pour être crédible, il faudrait à moyen terme doubler les moyens mis à la disposition des armées. Nos moyens actuels sont sous-dimensionnés au regard de l'étendue du territoire national – tant métropolitain qu'ultra-marin – et du domaine maritime français.

Les investissements doivent se concentrer sur :

- . L'industrie de la dissuasion nucléaire afin de maintenir l'indépendance et la crédibilité de notre force de dissuasion ;
- . Les capacités de défense aérienne anti-missile ;
- . Les services de renseignements et la cyberdéfense ;

- . Le développement de nouveaux systèmes d'armes : missiles hypersoniques, drones de toutes catégories, DCA anti drones ;
- . Une remise à niveau de la composante conventionnelle de nos armées (sous-armement de nos navires, en particulier les frégates, armement terrestre, chars, véhicules blindés) ;
- . Le développement des petites et moyennes entreprises du secteur de la défense avec l'importance grandissante des imprimantes 3D, doter l'armée d'imprimantes 3D afin de permettre réparations rapides et adaptations au champ de bataille.

Mais le réarmement de la France ne saurait se limiter à l'acquisition de moyens matériels, aussi importants soient-ils. Il s'agit au moins autant de disposer d'un vaste et solide corpus intellectuel d'art militaire sous tous ses aspects, qui ne se contenterait pas de s'appuyer sur la connaissance de toute l'histoire militaire de l'humanité, mais s'orienterait aussi et surtout sur le présent et l'avenir des guerres, en veillant soigneusement à ne pas limiter la réflexion à la mise en œuvre des matériels et systèmes d'armes. La tâche à accomplir est ici immense.

- . Définir une stratégie, avec, en perspective, la publication d'un nouveau Livre Blanc, de grande profondeur intellectuelle et susceptible d'être valable pour de nombreuses années, à l'image de celui de 1972 et au contraire de tous ceux parus depuis.
- . Rédiger un corpus doctrinal pour les trois armées ainsi que pour les actions interarmées, dans le double but de disposer de doctrines d'emploi pour toutes les armes et toutes les armées.

La France a cessé depuis au moins 20 ans d'être une puissance sur l'échiquier géopolitique car elle a refusé de s'affirmer, elle a au contraire suivi servilement la politique étrangère américaine et européenne, souvent bellicistes. La puissance n'est pas qu'une question de taille, c'est une question de volonté et de cohérence. Il est temps que la France revienne à ses fondamentaux de puissance d'équilibre et de paix. Le monde nous attend.

Résumé des mesures : sortie de l'UE et du commandement intégré de l'OTAN. Reconstituer un corps diplomatique digne de ce nom. Rétablir la puissance de notre armée conventionnelle et préserver l'indépendance de sa composante nucléaire. Œuvrer pour un processus de paix non interventionniste dans le conflit russe-ukrainien. Une position d'équilibre « deux peuples deux États » dans le conflit Israélo-Palestinien. Renforcer le dialogue et les coopérations avec les BRICS, c'est aussi un moyen de renforcer notre indépendance géopolitique vis-à-vis de notre allié américain.

Coût pour l'État : le budget des armées sera augmenté progressivement d'au moins 1% du PIB. Commençons par une hausse de 10 milliards d'euros la 1^{ère} année.

Faisabilité budgétaire du projet des citoyens français pour sauver la France.

Ministère	Réduction ou augmentation du déficit budgétaire
Agriculture	3,4 milliards d'euros
Affaires étrangères & défense	10 milliards d'euros
Ecologie	0
Enseignement	3,2 milliards d'euros
Immigration	compté dans le chapitre économie
Police Justice	4 milliards d'euros
Réforme des Institutions	0
Santé	0,07 milliards d'euros
Economie	-105,5 milliards d'euros (plan d'économies sans larmes)
Total pour l'Etat	-84,8 milliards d'euros

Notre projet permet donc d'avoir un montant disponible de 84,8 milliards d'euros supplémentaires par an, qui permettront de réduire le déficit budgétaire et de réduire impôts et taxes. Tout en permettant de remettre la France sur le bon chemin...

Conclusion

Nos dirigeants emmènent la France au désastre sous les yeux effarés des Français. Ce livre élaboré par des citoyens français adhérents au Mouvement Politique Citoyen et par des résistants démontre que rien n'est perdu. Certes, la France doit être reconstruite comme si elle avait subi une guerre mais le peuple français a démontré maintes fois dans son histoire qu'il est capable de tout rebâtir.

Ce que nous devons reconstruire avant tout, c'est ce principe spirituel de nation qui a été effacé, cet amour de notre pays que nous devons faire à nouveau souffler sur la France ! Sans cela, nous resterons des individus atomisés, impuissants et malheureux. Avec ce retour de la nation comme principe spirituel et comme réalité politique, comme bien commun de tous les Français, tout redevient possible.

Le système a réussi à tenir longtemps malgré des échecs devenus évidents, il est puissant. La rage d'un peuple trahi, maltraité, martyrisé depuis 40 ans ne l'est pas moins. Elle fera sauter toutes les digues qu'une caste déconsidérée a construites, afin de se protéger de son propre peuple et garder le pouvoir. Tous les Français ouvrent aujourd'hui les yeux et acceptent enfin de voir ce qu'ils voient : la caste au pouvoir est incapable, corrompue, simplement accrochée à ses priviléges et prête à enchaîner le peuple pour les conserver.

Si nous voulons convaincre les Français de sauter le pas, de changer « d'élites », il faut leur proposer un projet pour la France radicalement différent mais solide. S'il est connu, ce projet de bon sens, réaliste et ambitieux sera approuvé par une large majorité de Français. C'est à vous de jouer, aidez-nous à rendre viral ce livre en le donnant à un ami ou à un parent, faites passer sa version PDF gratuite à ceux que vous aimez ou envoyez ce simple lien mouvementpolitiquecitoyen.fr/leprojetdescitoyens pour télécharger le livre. Pour le livre papier, commandez-le à prix coutant directement sur la page d'accueil du site mouvementpolitiquecitoyen.fr . Sans vous rien n'est possible, aidez-nous, nous avons besoin de vous pour peser.

Demain viendra le temps des élections, qui nécessiteront des unions entre les personnalités, les partis qui veulent la libération de la France, la libération de tous les Français. Nous ferons tout pour que cette grande union advienne, nous serons ensemble au rendez-vous et nous aurons avec nous ces réflexions et ce projet pour mener la grande bataille qui s'annonce, entre un peuple martyrisé et une caste malveillante. Si le peuple de France le veut, avec son armée de 68 millions de personnes, rien ne pourra lui résister. Le peuple le fera.